

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL  
LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

L'ETUDE  
SUR LE PLAN DE DEVELOPPEMENT  
COMMUNAUTAIRE  
DU DISTRICT DE CATARACTES  
DANS LA PROVINCE DU BAS-CONGO  
EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

RAPPORT FINAL

JANVIER 2010

AGENCE JAPONAISE DE COOPERATION INTERNATIONALE

NTC INTERNATINAL CO., LTD.

## PREFACE

En réponse à la demande du gouvernement de la République démocratique du Congo, le gouvernement du Japon a décidé de mener une étude sur le Plan de Développement Communautaire du District de Cataractes dans la Province du Bas-Congo et a confié l'étude à l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA).

La JICA a sélectionné et dépêché une équipe d'étude dirigée par M. Akira Iwamoto de la firme NTC International Co., Ltd entre Juillet 2008 et Décembre 2009.

L'équipe a eu des entretiens avec les autorités concernées du gouvernement de la République démocratique du Congo et a mené des enquêtes de terrain dans la zone d'étude. À son retour au Japon, l'équipe a mené de nouvelles études et préparé le présent rapport final

J'espère que ce rapport contribuera à l'amélioration des relations amicales entre nos deux pays.

Enfin, je tiens à exprimer ma sincère gratitude aux autorités concernées du gouvernement de la République démocratique du Congo pour leur étroite collaboration étendue à l'étude.

janvier 2010

Kiyofumi Konishi,  
Directeur Général  
Département des Infrastructures  
Economiques  
Agence Japonaise de Coopération  
Internationale

## Lettre de transmission

Monsieur Kiyofumi Konishi  
Directeur du service des infrastructures économiques  
Agence japonaise de coopération internationale

Monsieur le Directeur,

Nous avons l'honneur de vous remettre ci-joint le rapport final de l'Etude sur le plan de développement communautaire du district de Cataractes dans la province du Bas-Congo en République Démocratique du Congo qui vient de s'achever. Il renferme les résultats de nos travaux menés en RDC et au Japon sur une période de 18 mois entre juillet 2008 et décembre 2009

Notre étude de développement propose une adaptation extensive de « la réhabilitation des voies communautaires », de « l'amélioration des moyens de vie de la population par une amélioration de la productivité agricole », et de « l'amélioration du cadre de vie », ainsi que le « renforcement des capacités organisationnelles des villageois et des organisations villageoises », l'objectif étant de planifier et de mettre en œuvre un « plan de développement communautaire autonome des villageois ». Nous avons mis en place des projets pilote qui nous ont permis de vérifier concrètement l'adéquation des travaux et des systèmes de gestion par les organisations villageoises. Par ailleurs notre zone d'intervention étant une région en situation de post-conflit, nous nous sommes appuyés sur les méthodes du PNA et avons tenu largement compte de la spécificité de la région afin de ne pas risquer d'engendrer de nouveaux conflits. Le présent rapport, établi à partir des résultats ainsi obtenus, est centré sur un plan de développement communautaire autonome des villageois.

Nous tenons à remercier chacun de nos interlocuteurs au sein de votre administration et du Ministère des Affaires étrangères pour l'aide et la coopération qu'ils nous ont accordées sans réserve tout au long de notre travail.

Pendant toute la période de notre étude nous avons également bénéficié de l'aide et de la coopération attentionnée du Ministère du Développement rural de RDC et du Ministère provincial de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et des PME du Bas-Congo, ainsi que de l'aide précieuse du bureau JICA en RDC, de l'Ambassade du Japon en RDC, et autre organismes japonais en poste dans la région. Nous leur renouvelons nos remerciements.

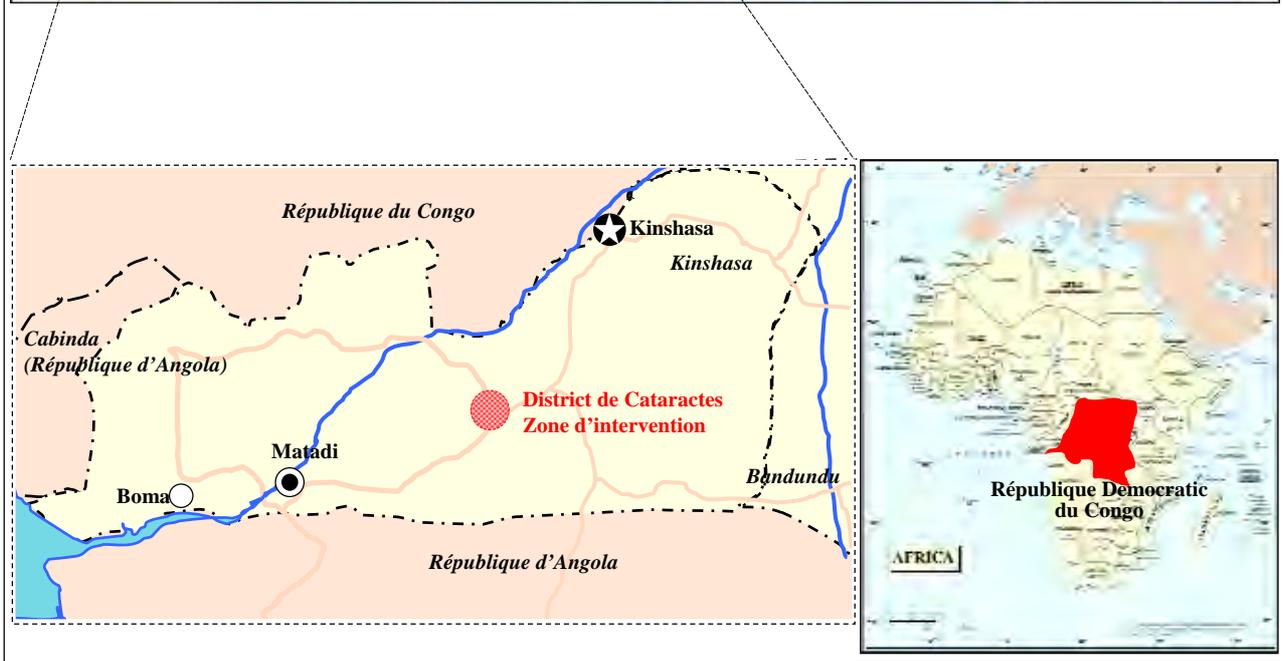
Pour terminer, nous souhaitons vivement que le plan de développement communautaire proposé dans ce rapport contribue à améliorer le cadre de vie et les moyens de vie des populations et augmente leur capacité à éloigner les conflits dans leur communauté, et en conséquence participe un tant soit peu à l'établissement de la paix. Nous renouvelons nos remerciements pour les bons offices de tous.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de notre parfaite considération.

Janvier 2010

Akira IWAMOTO  
Chef de Mission

**L'Etude sur le Plan de Développement Communautaire du District de Cataractes  
 Dans la Province du Bas-Congo en République Démocratique du Congo  
 Rapport Final**



**Carte de situation**



**PHOTOS du projet à impact rapide (Aménagements de la route Kimpese - Kilueka)**

**Condition sur auparavant et après réhabilitation de la route**

Point	Auparavant	Après
280m : Point de commencement		
500m : Cité de Kimpese		
1,200m : Pont No.1		

Point	Auparavant	Après
2,000m : La section de revêtement bétonner existé		
3,000m : Entrée Kimuana/ Après la réhabilitation est finie, la barre de pluies est installée		
4,000m : Pont No.2		
5,050m : Drainages transversaux existés (Les nouvelles buses sont intallées)		

Point	Auparavant	Après
7,500m : Pont No.3		
9,500m : Après Wene, l'eau demeure sur la surface de la route existée		
10,600m : Entrée Nkondo, l'eau est restée la surface de la route existée		
12,000m : Kinanga		

Point	Auparavant	Après
14,300m : Partie de la pente la plus forte (revêtement en béton est adapté)		
15,000m: Partie de la pente forte (revêtement en béton est adapté)		
16,000m: Pont No.4		

Point	Auparavant	Après
17,200m : Mbanza Ndamba – Kilueka (un quai est installé)		
18,000m : Kilueka (terminal)		

**Travaux d'entretien de la route Kimpese - Kilueka**



Levé topographique



Déblayage



Enlèvement du revêtement



Génie civil



Site latérite



Nivellement



Excavation de la voie



Epannage de la latérite



Essai de compactage



Latérite revêtu



Nivellement de latérite à Kimpese



Vérification de pentes



Après finalisation de la latérite à Kimpese



Excavation des fossés par main d'oeuvre



Installation des fossés



Végétation des bas-côtés des remblais

## Ponts



Passerelle provisoire (Pont N° 2)



Canal d'évacuation provisoire



Enlèvement des ponts actuels



Peinture des parties en fer du pont N° 2



Construction du pont N° 3 (béton armé)



Construction du pont N° 1



Injection du béton au pont N° 3

## Drainages transversaux



Enlèvement des tuyaux de drainages transversaux



Installation des tuyaux de drainages transversaux (1)



Installation des tuyaux de drainages transversaux (2)



Installation des tuyaux de drainages transversaux à Kisiama

## Béton



Usine du béton



Fabrication du béton



Examination du béton



Installation de plateforme du béton



Installation du béton

## Formation pour les travaux d'entretien



Formation aux chargés de l'entretien en classe



Formation aux chargés de l'entretien sur place



Formation aux villages



Explication des outils de l'entretien de route



Participants pratiquent les connaissances acquises à la formation



Pratiques de l'entretien des fossés

## PHOTOS de Projets Pilotes

### Labour par traction bovine



Pâturage des boeufs dans la formation au labour



Familiarisation des boeufs aux hommes



Formation des boeufs



Formation des boeufs pour le labour



Le champ est cultivé par la charrue



Le chariot tiré par les boeufs

## Préparation et amélioration des sols, introduction de nouvelles variétés



Pépinière améliorée pour expédition des produits à la période avant la récolte



Introduction d'insecticides naturelles à base de matériels locaux



Introduction de compostage pour les membres de groupements



Aubergines. Les effets de paillage ont été vérifiés.



Grâce aux conseils, des poivrons de qualité ont été produits.



Récolte de tomates

## Promotion de la riziculture



Les champs de riz à Kimpese



Pépinières de promotion de la riziculture à Kimwana



Transplantation de riz à Kimwana



Récoltes de riz à Kimwana



Triage du riz au vent



Fête de la moisson du riz

## Traitement post-récolte des produits, transports des produits



Produit du miel vendu à CIVAK à Kimpese



Confiture d'orange



Purée de tomates



Pâté très piquant de piments

## Transport des produits



Chariot type congolais. Deux poignées sont attachées devant et derrière de chariot



Chariot type 'japonais'. Il est plus léger que type congolais

## Promotion de l'élevage



Porcherie à Zamba



Assortiment de la pâture



Pâture locale (feuilles de manioc)



Elevage de porcelet de porc amélioré



Liste des soins des porcs de groupe de Nkumba



Le porc amaigri à cause du mauvais entretien des membres du groupe

## Pisciculture et transformation des produits



Parc de pisciculture à Kimpese



Parc en préparation à Zamba

## PP de Moringa



Moringa pour multiple utilisations. Il est multiplié par bouturage



Feuilles de moringa peuvent être utilisées à la cuisine

## Apiculture



Un villageois de Malanga Cité a l'expérience de l'apiculture



Miel en produit

## Protection des forêts et reboisement, plantation d'arbres en bordure des routes



Après avoir compris l'importance de protection des forêts, les membres reçoivent une formation de fabrication de pépinières



De la terre mixte avec cendre est fourrée en pots



Pépinières avec matériels locaux samples



Les membres de groupement plantent ses pépinières



Des pépinières d'Acacia local



Pépinières de Mangier

## Foyers améliorés, amélioration des travaux ménagers



Foyer en trois pierres (gauche) et foyer amélioré (droite)



Foyer amélioré fabriqué par un participant à la formation. (Le fond de marmite peut être brûlé à cause des ouvertures en carré)



Foyer amélioré avec ouverture ronde



L'ouvrage de ce foyer est renforcé par bassin usé.



Le foyer amélioré est plus utilisé que le foyer en trois pierres pour cette maison. Il est de plus en plus installé dans les villages.



Il y a moins de danger de brûlure que le foyer en trois pierres parce que le feu est cloturé.

## Alphabétisation



Formation de formateurs d'alphabétisation



Participants en discussion pour bonne compréhension des thèmes



Ils écoutent jalousement les cours.



Certificat de formation avec matériels de l'alphabétisation

## Petit artisanat et recyclage des sacs en plastique



Les villageois sont désormais conscients de jeter les plastiques dans un trou dans les villages.



Les participants ont essayé de fabriquer de petits artisanats avec les plastiques jutes.



Les participants s'appuient à tricoter.



Cette formation a eu une bonne réputation à Nkondo site.



Les membres de groupement avec ses ouvrages.



Des sacs, supports de marmites, et chapeaux ont été tricotés.

## Développement des loisirs



Les joueurs s'échauffent avant le match



Les responsables des villages y compris le chef de secteur regardent le match.



Les joueurs ont été remerciés pour ses jeux après le match.



Le match de retour a été organisé après le premier dans un autre terrain de sport.



Introduction de saut à la corde pour les filles



Plus en plus les filles sautent mieux après avoir connu le savoir-faire.

## Amélioration des infrastructures de santé



Situation de centre de santé de Kinanga avant l'aménagement



Centre de santé après l'aménagement. Il y a un logement d'infirmiers à côté du centre.



Centre de santé aménagé à Malanga Cité



En aménageant, les animateurs de santé ont été recyclés.



Les résultats de discussions ont été partagés à la manière participative.



Ils semblaient contents d'avoir reçu le certificat de formation.

## Amélioration et entretien des installations d'eau potable



Flaque d'eau à Mawewe en tant que source d'eau



Une source d'eau qui tarit en saison sèche.



Le puit de Mawewe. Un cadenas est attaché pour l'entretien.



Le puit de Wene. Un puit avec poulie est facile à entretenir.

## Amélioration des infrastructures scolaires



L'apparence de l'école avant l'aménagement.



L'apparence après l'aménagement



Il y avait les parties sans toitures avant l'aménagement.



Il n'y a plus de problèmes de fuite d'eau de pluie pendant les classes.



Le sol est renouvelé par dallage.



Les élèves viennent pour la rentrée scolaire dans un bâtiment sain.

## Entretien des voies d'accès



Le pont en danger de traverser par le véhicule à cause des trous.



Il y avait grands trous avant l'aménagement.



Le pont est aménagé par le projet pilot d'entretien des voies d'accès.



Le pont après l'aménagement. La circulation d'hommes et produits entre Ndungidi et Kimpese est améliorée.

## Abréviations

Anglais		Français		Explication
ACCO	Congo Drivers Association	ACCO	Association des Chauffeurs du Congo	Association après de laquelle sont enregistrés les chauffeurs de camions et de taxis
ADECOM	Association of Community Development Mokili-Mwinda	ADECOM	Association de Développement Communautaire Mokili-Mwinda	ONG locale qui travaille principalement sur le développement communautaire en particulier l'augmentation du niveau de vie en renforçant la coopération des organisations villageoises
ADFL	Alliance of Democratic Forces for the Liberation of Congo-Zaire	ADFL	Alliances des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo-Zaire	Alliance anti-Mobutu présidée par l'ancien président Laurent Kabila
AfDB	African Development Bank	BAD	Banque Africaine de Développement	S'occupe des affaires courantes telles que les garanties sur les emprunts sur investissements obtenus par ramassage d'actions, des emprunts aux gouvernements des nations signataires, aux entreprises d'état, et aux entreprises privées, des emprunts à la Banque Africaine de développement,
AfDF	African Development Fund	FDA	Fonds de Développement de l'Afrique	Fonds de financement aux conditions souples qui doit aider l'AfDB qui agit dans le but de contribuer au développement des Etats et au progrès social dans les pays d'Afrique, (pays)
Agrisud	Agrisud International	Agrisud	Agrisud Internationale	ONG internationale qui fonctionne avec une aide de la communauté européenne en particulier au développement agricole pour atteindre les objectifs du millénaire
AIDS	Acquired Immunodeficiency Syndrome	SIDA	Syndrome Immuno-déficitaire Acquis	HIV (virus de l'immunodéficience humaine) Ce virus infecte les cellules du système immunitaire ce qui conduit à un déficit profond de l'immunité. L'affaiblissement progressif du système immunitaire induit le développement de diverses infections que l'on appelle maladies opportunistes. Se transmet par le sang.
ANAPECO	National Association of Parents of Students in Democratic Republic of the Congo	ANAPECO	Association Nationale des Parents d'Elèves et étudiants de la République Démocratique du Congo	Association congolaise des parents d'élèves
APM	Alliance of the Presidential Majority	AMP	Alliance pour la Majorité Présidentielle	Alliance politique du Président Kabila à laquelle participe un grand nombre de petits partis politiques tels que le PALU (Unified Lumumbist Party) qui mènent la troisième campagne présidentielle.
AU	African Union	UA	Union Africaine	Elle a remplacé l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Au-delà d'une entité nationale, établit une assemblée, une banque centrale, un tribunal et vise l'instauration d'une monnaie commune.
BDK	Bundu dia Kongo	BDK	Bundu dia Kongo	Groupe politique et religieux qui travaille dans le Bas-Congo
BDM	Bundu dia Mayala	BDM	Bundu dia Mayala	Groupe politique qui travaille dans le Bas-Congo
BTC	Belgian Technical Cooperation	CTB	Coopération Technique Belge	Equivalent de la JICA en Belgique
CAF	Country Assistance Framework	CAP	Cadre d'Assistance aux Pays	Indique le cadre des aides des pays donateurs
CAS	Country Assistance Strategy	SAP	Stratégie d'Aide aux Pays	Stratégie d'aide de la Banque mondiale par pays. Plan à moyen terme qui indique le programme de financement de la Banque mondiale, les perspectives futures et l'analyse de la situation actuelle
CF	Congolese Francs	FC	Franc Congolais	Unité monétaire de RDC
CG	Consultative Group Meeting	GC	Groupe Consultatif	Réunion où se rassemblent les pays donateurs et les organisations internationales pour partager les informations et échanger leurs points de vue sur la situation politique du pays aidé, annoncer leurs intentions en matière d'aide, afin d'accélérer le dialogue entre gouvernements et la coopération en matière d'aide (nationale)
CIDA	Canadian International Development Agency	ACDI	Agence Canadienne de Développement International	Organisme d'état chargé des fonctions et des affaires de l'aide au développement du Canada et des affaires de ce secteur. Réalise en ce moment une étude sur la bonne gouvernance du Bas-Congo avec le CRAFOD
CLER	Local Road Maintenance Committees	CLER	Comités Locaux d'Entretien et de Réhabilitation des Routes Rurales	ONG qui réalise l'entretien routier avec la participation des villageois
CNDP	National Congress for the Defense of the People	CNDP	Congrès National pour la Défense du Peuple	Force anti-gouvernementale menée par les dirigeants Hutus qui agissent dans l'est de RDC
CONADER	National Commission for Disarmament Demobilisation and Reinsertion	CONADER	Commission Nationale de Désarmement Démobilisation et Réinsertion	Comité national instauré pour désarmer, démobiliser et réinsérer
COPA	Committee of Parents	COPA	Comité de Parents	Comité de parents
CPMR	Congolese People's Movement for the Republic	MPCR	Mouvement du Peuple Congolais pour la République	Mouvement républicain
CRAFOD	Regional Center of Support and Training for Development	CRAFOD	Centre Régional d'Appui et Formation pour le Développement	ONG financée par l'Eglise réformée allemande

## Abréviations

Anglais		Français		Explication
DAC	Development Assistance Committee	CAD	Comité d'Aide au Développement	Un des trois comités de l'OCDE. Echange d'informations, ajustement des politiques, examen annuel des aides et des politiques d'aide des pays membres, et tenue de réunion extraordinaires (national)
DDR	Disarmament, Demobilization and Reintegration	DDR	Désarmement, Démobilisation et de Réintégration	A été instauré pour éliminer les causes qui ont provoqué les troubles et aider à la reconstruction, laquelle il est important de s'efforcer à réconcilier les groupes antagonistes (national)
DDRRR	Disarmament, Demobilisation, Repatriation, Resettlement and Reintegration	DDRRR	Désarmement, Démobilisation, Rapatriement, Réinstallation et de la Réintégration	Au DDR ont été ajoutés le rapatriement et la réinstallation. Dans l'exemple de RDC, les forces des pays voisins qui stationnaient dans le pays et ont participé aux batailles, et donc il faut prévoir leur rapatriement et leur réinstallations dans leur pays d'origine.
DECO	Directorate of Community Development	DECO	Direction de Développement Communautaire	Un des ministères de RDC
DfID	Department for International Development	DfID	Département pour le Développement International	Ministère anglais de l'aide au développement. Grade supérieur du ministère détenu par le Cabinet (national)
DFLR	Democratic Forces for the Liberation of Rwanda	DFLR	Forces Démocratiques de Libération du Rwanda	Forces armées Hutus anti gouvernementales du Rwanda stationnées en des points stratégiques à l'est de RDC
DPKO	Department of Peace-Keeping Operations	DOMP	Département des Opérations de Maintien de la Paix	Organisme de conseil et d'administration qui donne les directives stratégiques pour les opérations de maintien de la paix
DRC	Democratic Republic of the Congo	RDC	République Démocratique du Congo	Ancienne colonie belge. Indépendante en 1960
DVDA	Directorate of Feeder Roads	DVDA	Direction des Voies de Desserte Agricole	dépend du service de gestion centrale de la direction du développement agricole et apporte principalement un soutien technique concernant les voies rurales
DWB	Doctors Without Borders	MSF	Médecins Sans Frontières	ONG spécialisée dans les aides médicales, créée en France en 1971. (nationale). A réalisé des puits à Kilueka Site
ECCAS	Economic Community of Central African States	CEEAC	Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale	Communauté économique créée en 1983 dans le but d'accélérer le développement économique de l'Afrique centrale. Actuellement 11 pays sont signataires.
ECGLC	Economic Community of the Great Lakes Countries	CEPGL	Communauté Economique des Pays des Grands Lacs	Communauté économique réunissant les 3 pays des grands lacs (la RDC, le Rwanda et le Burundi), qui a démarré en 1976.
EITI	Extractive Industries Transparency Initiative	ITIE	Initiative pour la Transparence des Industries Extractives	Action internationale qui donne obligation de rendre des comptes aux gouvernements des pays détenteurs des ressources et exige la transparence des flux d'argent, l'arrêt de la corruption qui accompagne l'extraction du pétrole, du gaz et des minerais
EMI	Evangelical Medical Institute	IME	Institut Médical Évangélique	Groupe qui travaille sur un projet du domaine de la santé dans les environs de Kimpese avec le ministère de la santé, en annexe de l'hôpital de Kimpese
EU	European Union	UE	Union Européenne	Organisation visant à renforcer et élargir l'union économique en une union politique dans le domaine de la politique étrangère, de la sécurité et de la justice
EUPOL	EU Police Mission	MPUE	Mission de Police de l'Union Européenne	Mission de police instituée par l'UE pour contribuer à inventer un organe policier civil durable et efficace
EUSEC	EU's Security Sector Reform Mission	EUSEC	l'Union Européenne en Matière de Réforme du Secteur de la Sécurité	Mission instituée par l'UE pour accompagner les réformes du secteur de la sécurité en RDC
FAO	Food and Agriculture Organisation of the United Nations	FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture	Organisme spécialisé des nations unies pour résoudre durablement les problèmes d'alimentation et d'agriculture dans le monde.
FARDC	Armed Forces of the Democratic Republic of the Congo	FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo	Armée gouvernementale de RDC
FLNC	Front for the National Liberation of Congo	FLNC	Front de Libération Nationale du Congo	Forces anti-Mobutu stationnées en des points stratégiques d'Angola, et qui demandent la séparation et l'indépendance de la province du Katanga
FNL	Forces for National Liberation	FNL	Forces Nationales de Libération	Forces armées antigouvernementales Hutus
GDM	General Directorate of Migration	DGM	Direction Générale de Migration	Direction de l'immigration
GDP	Gross Domestic Product	PIB	Produit Intérieur Brut	Produit en valeur des biens et services produits au cours d'une année dans un pays.
GDRC	Government of the Democratic Republic of the Congo	GRDC	Gouvernement de la République Démocratique du Congo	Gouvernement de la République démocratique du Congo
GIS	Geographical Information Systems	SIG	Système d'Information Géographique	Logiciel informatique qui permet d'afficher sur écran des informations sociales transformées entrées en données numériques sur une carte, et de les analyser.
GOJ	Government of Japan	GJ	Gouvernement Japonais	Gouvernement du Japon

## Abréviations

Anglais		Français		Explication
GTZ	German Agency for Technical Cooperation (Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit)	GTZ	Coopération Technique Allemande	Société allemande aux capitaux gouvernementaux qui fournit les services ingénieur-conseil pour les projets de coopération techniques du ministère de la coopération économique allemande ainsi que de la formation humaine. (national)
HDI	Human Development Index	IDH	Indice de Développement Humain	Indice ayant pour but de mesurer le développement humain sous différents aspects (en particulier la santé et l'éducation)
HILM	High Labor-Intensive Methods	HIMO	Haute Intensité de Main-d'œuvre	Travaux manuels demandant une main-d'œuvre intensive pour les travaux routiers et introduits par le CTB S'occupe principalement des petites et moyennes réparations
HIPCs	Heavily Indebted Poor Countries	PPTE	Pays Pauvres Très Endettés	Pays pauvres fortement endettés pour lesquels le FMI et la banque mondiale ont accepté un allègement de la dette (national)
HIV	Human Immunodeficiency Virus	VIH	Virus de l'Immunodéficience Humaine	Virus à l'origine du sida. Se propage principalement par voie sanguine et sexuelle.
ICAT	International Committee for the Accompaniment of the Transition	CIAT	Comité International d'Accompagnement de la Transition	Comité international d'accompagnement de la transition de pouvoir en RDC
IDPs	Internally Displaced Persons	PDI	Personnes Déplacées Internes	Personnes qui vivent une situation de réfugiés dans leur propre pays du fait qu'ils fuient les conflits de leur région
IMF	International Monetary Fund	FMI	Fonds Monétaire International	Le Fonds monétaire international (FMI) a pour mission de promouvoir la coopération monétaire internationale, de veiller à la stabilité financière, de faciliter le commerce international, de susciter des niveaux d'emploi et de croissance durable, et de faire reculer la pauvreté dans le monde.
IRC	International Rescue Committee	CIS	Comité International de Secours	ONG internationale de défense des causes et d'aide à la réinstallation après un conflit, à la protection des droits de l'homme, au secours et à la reconstruction des victimes de pressions politiques et des conflits.
JICA	Japan International Cooperation Agency	JICA	Agence Japonaise de Coopération Internationale	Bureau administratif indépendant chargé de promouvoir la coopération sous forme de don et la coopération sous forme de prêts, et de mettre en œuvre la coopération technique de l'aide publique au développement (national)
MDGs	Millennium Development Goals	OMDs	Objectifs du Millénaire pour le Développement	Objectifs de développement internationaux fixés et adoptés par les nations unies, les organisations de développement et de coopération économique, la banque mondiale et le FMI lors de l'assemblée générale des NU en l'an 2000
MDR	Ministry of Rural Development	MDR	Ministère du Développement Rural	Un ministère de RDC
MDRP	Multi-Country Demobilisation and Reintegration Programme	PMDR	Programme Multi-Pays de Démobilisation et de Réinsertion	Programme d'aide à la démobilisation, au retour au pays et à la réinsertion sociale des anciens militaires dans les pays des grands lacs.
MINREST	Ministry of the Scientific and Technical Research	MINREST	Ministère de la Recherche Scientifique et Technique	Ministère de la recherche scientifique et technologique
MLC	Movement for the Liberation of Congo	MLC	Mouvement de la Libération du Congo	Mouvement de libération du Congo (parti de la majorité)
MNC	Congolese National Movement	MNC	Mouvement National Congolais	Parti politique actif au moment de l'indépendance, et qui visait l'union du pays et du continent
MONUC	United Nations Organization Mission in the Democratic Republic of the Congo	MONUC	Mission de l'Organisation des Nations Unies en République Démocratique du Congo	Forces de maintien de la paix déployées par les nations unies pour surveiller le cessez le feu de la deuxième guerre du Congo
MPLA	Popular Movement for the Liberation of Angola Party of Labor	MPLA	Mouvement Populaire de Libération de l'Angola	Un des partis politiques d'Angola
NASS	National Agricultural Statistics Service	SNSA	Service National des Statistiques Agricoles	Direction de la statistique agricole du ministère américain des affaires agricoles.
NCR	National Commission for Refugees	CNR	Commission Nationale pour les Réfugiés	Comité national pour les réfugiés (ministère de l'intérieur)
NEPAD	New Partnership for African's Development	NPDA	Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique	A pour objectif l'union économique, le développement global et une croissance continue possible afin de réduire la pauvreté sur l'ensemble du continent africain par ses propres forces et avec autonomie (appropriation) sous condition que le continent africain soit revitalisé dans un esprit de réciprocité et de responsabilité partagé par tous les pays d'Afrique, grâce au leadership de l'Afrique.
NFLA	National Front for the Liberation of Angola	FNLA	Front National de Libération de l'Angola	Un parti politique angolais. Organisation armée constituée pour sortir de pays de la dépendance du Portugal.
NGO	Non-Governmental Organizations	ONG	Organisation Non Gouvernementale	Organisation à but non lucratif qui œuvre pour l'intérêt des plus démunis ou pour le bien public.
NIASR	National Institute of Agronomic Studies and Research	INERA	Institut National pour l'Etude et la Recherche Agronomique	Laboratoire national pour les études et la recherche agronomique (Ministère de l'enseignement supérieur)
NTA	National Transport Agency	ONATRA	Office National des Transports	Régie des transports (ministère des transports)

## Abréviations

Anglais		Français		Explication
ODA	Official Development Assistance	APD	Aide Publique au Développement	Coopération économique des pays développés au niveau de l'état, dans le but d'aider au développement économique et social des pays en voie de développement
PARSAR	Agricultural and Rural Sector Rehabilitation Support Project	PARSAR	Projet d'Appui à la Réhabilitation du Secteur Agricole et Rural	Projet d'appui à la réhabilitation du secteur agricole et rural
PIRD	Provincial Inspectorate for Rural Development	IPDR	Inspection Provinciale du Développement Rural	Bureau administratif qui contrôle le développement rural au niveau de la province
PKO	Peace-Keeping Operations	OMP	Operation de maintien de la paix	Opération mise en place par les nations unies entre les antagonistes après l'accord de cessez le feu pour surveiller l'arrêt des combats et le retrait des militaires, dans le but d'aider à résoudre le conflit par des pourparlers entre protagonistes, et d'apaiser le conflit et empêcher la reprise des hostilités.
PP	Pilot Project	PP	Projet Pilote	Abréviation utilisé dans notre étude
PPRD	People's Party for Reconstruction and Democracy	PPRD	Parti du Peuple Pour la Reconstruction et la Démocratie	Parti politique de la majorité du président Kabila
PRGF	Poverty Reduction and Growth Facility	FRPC	Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance	Un système de financement du FMI fondé sur les ressources financières particulières, les pays en faibl développement font l'objet d'une politique d'ajustement économique et d'ajustement structurel et inversement renforcent les positions de balance des paiements et les rendent viables
PRSP	Poverty Reduction Strategy Paper	CSLP	Cadre Stratégique de Lutte contre la pauvreté	Programme sur 3 ans qui vise l'éradication de la pauvreté sur la base du cadre de développement global. (national)
RCD	Rally for Congolese Democracy	RCD	Rassemblement Congolais pour la Démocratie	Forces antigouvernementales de RDC
REGIDESO	Public Corporation of Water Distribution	REGIDESO	Régie de Distribution d'Eau	S'occupe de l'alimentation d'eau et de sa gestion
RTNC	Congolese National Radio and Television	RTNC	Radio Télévision Nationale Congolaise	Office de diffusion radio et télévisée nationale de RDC
SENATEC	National Service for Appropriate Technology in Rural Areas	SENATEC	Service National des Technologies appropriées en milieu rural	Service national des technologies appropriées en milieu rural
SENHARU	National Service for Rural Habitat	SENHARU	Service National pour l'Habitat Rural	Service national pour l'habitat rural
SMP	Staff Monitored Program	PSP	Programme de Surveillance Personnel	Programme temporaire du FMI pour surveiller les pays aidés par d'autres pays
SNCOOP	National Service for Cooperatives and Producer Organizations	SNCOOP	Service National des Coopératives et Organisation des Producteurs	Service national des coopératives et organisations de producteurs
SNEL	National Electrical Service	SNEL	Société Nationale d'Electricité	Société nationale d'électricité
SNHR	National Service for Rural Hydrology	SNHR	Service National de l'Hydraulique Rural	Service National de l'Hydraulique Rural
SNIR	National Service for Rural Information	SNIR	Service National d'Informations Rurales	Service National d'Informations Rurales
SNV	National Extension Service	SNV	Service National de Vulgarisation	Service National de Vulgarisation
SSR	Security Sector Reform	RSS	Réforme du secteur de la sécurité	Accélérer les réformes des organes d'Etat mandatés officiellement pour assurer la sécurité de la nation et du peuple, tels que l'armée, la police, la justice par exemple et les protéger contre les violences, afin d'arriver à plus de sécurité et plus de stabilité politique dans les pays en voie de développement.
SW	Scope of Work	ET	Etendue des Travaux	Accord échangé avec le pays partenaire sur la base d'une étude préliminaire fixant l'étendue des travaux de l'étude réelle, son contenu, son calendrier et les bénéfices.
TICAD	Tokyo International Conference on African Development	CITDA	Conférence Internationale de Tokyo sur le Développement de l'Afrique	Conférence convoquée par le Japon à Tokyo avec les organismes internationaux (OSACAL, PNUD) et la coalition mondiale pour l'Afrique.
UDEMO	Union of Mobutist Democrats	UDEMO	Union des Démocrates Mobutistes	Parti politique dirigé par le fils du président Mobutu
UNDP	United Nations Development Programme	PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement	Organe des Nations Unies principalement destiné à propulser la coopération technique et plus grand organisme de financement du monde.
UNFPA	United Nations Population Fund	FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la Population	Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour inciter, et contrôler les activités en matière de population dont l'objectif est d'augmenter les chances d'éducation et l'autonomie des femmes, et apporter une aide technique en
UNHCR	United Nations High Commissioner for Refugees	HCNUR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés	Organe des Nations unies qui accorde une protection internationale aux réfugiés, aide ceux qui rentrent volontairement à se réintégrer dans la nouvelle société afin de régler définitivement le problème des réfugiés.

## Abréviations

Anglais		Français		Explication
UNICEF	United Nations Children's Fund	UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance	Fonds d'aide d'urgence pour les catastrophes naturelles et d'aide en général à l'enfance tout particulièrement dans le domaine de la santé, par l'intermédiaire de l'éducation, de l'assistance sociale à la mère et à l'enfant, de l'alimentation en eau potable, de l'amélioration de l'alimentation dans les pays en voie de développement.
UNIDO	United Nations Industrial Development Organization	ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel	Organe permanent de l'AG des Nations unies dont l'objectif est d'accélérer l'industrialisation des pays en voie de développement
UNITA	National Union for the Total Independence of Angola	UNITA	Union nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola	Organisation armée de lutte pour l'indépendance
UNOCHA	United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs	BCAH	Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires	Un des services du siège des Nations unies qui a pour objectif de proposer, accélérer et contrôler les aides humanitaires en situation d'urgence en cas de guerre civile et en cas de catastrophes naturelles (famines, tremblement de terre, inondations, etc.
UNOPS	United Nations Office for Project Services	BNUSAP	Bureau des Nations Unies pour les Services d'Appui aux Projets	Organisme qui appuie la réalisation des objectifs des pays en développement et les aides de pays multiples en partenariat avec des organismes tels que le HCR des Nations unies, le BIT, l'OMS.
USAID	United States Agency for International Development	AEUDI	Agence des États-Unis pour le Développement International	Un des bureaux externe des affaires étrangères créé comme organisation centralisée chargée des aides non militaires.
WFP	United Nations World Food Programme	PAM	Programme Alimentaire Mondial	A démarré pour planifier la coopération de l'aide alimentaire des Nations Unies et de la FAO à de nombreux pays, et planifie les distribution de nourriture selon la demande.
WHO	World Health Organization	OMS	Organisation Mondiale de la Santé	Organisme créé dans le but d'accélérer la recherche, relever le niveau alimentaire et de santé de tous les peuples du monde, et de supprimer les maladies par l'intermédiaire de la coopération internationale.

## **Résumé**

### **Chapitre 1 Introduction**

#### **Objectifs de l'étude**

Ils sont au nombre de trois :

- Définir les moyens de réaliser et de déployer le développement des communautés sous l'initiative des populations ;
- Renforcer les fonctions communautaires à travers le processus d'établissement d'un plan de développement des communautés, et alléger les charges locales induites par la sédentarisation des réfugiés angolais ;
- Assurer les voies d'accès avec des travaux de réparation d'urgence des routes, afin de promouvoir les échanges entre communautés et favoriser la distribution des marchandises

La zone d'étude porte sur le périmètre d'influence des deux axes routiers qui la traversent et qui relient Kimpese, dans le district des Cataractes de la province du Bas-Congo, à 220 km au sud-ouest de la capitale Kinshasa, au site Nkondo à 20 km dans la direction nord-ouest et au site Kilueka, à 18 km dans la direction nord-est. Nous avons sélectionné 21 villages dont 11 villages le long de la route Kimpese- Nkondo et 10 villages le long de la route Kimpese – Kilueka. L'homologue Congolais pour cette étude est le Ministère du développement rural.

### **Chapitre 2 Aperçu de la République démocratique du Congo et de la zone d'intervention**

#### **2.1 Aperçu du pays**

La RDC se remet progressivement d'un conflit intense qui a secoué le pays de 1997 à 2007 et a fait plus de 3 millions et demi de morts. L'année 2006 a vu la conduite des premières élections démocratiques du pays depuis 40 ans. Ce processus, largement pacifique, a mené à l'instauration d'un nouveau parlement et d'un nouveau président et a été accueilli chaleureusement. En juillet 2006, la RDC a adopté son premier Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (1<sup>ère</sup> édition). Selon le classement IDH du PNUD, sur les 177 pays du classement, le pays se situe à la 168<sup>ème</sup> place pour son indice de développement humain (2007-2008). C'est un des plus faibles des pays de la région. Le taux de pauvreté affiche de grandes disparités entre les zones rurales et les zones urbaines.

Après la conclusion de l'Accord de Prétoria en 2002, on aurait pu croire à un renversement des tendances, mais l'insécurité n'a pas disparu car les conflits ont repris à l'occasion des élections présidentielles et le pays a été impliqué dans les conflits des pays voisins.

#### **2.2 Aperçu de la Province du Bas-Congo et de la zone d'intervention**

La Province du Bas-Congo occupe une superficie de 53 000 km<sup>2</sup> (2,3 % du territoire national) pour

une population de 2 833 168 habitants (estimations), ce qui donne une densité de population de 53 ha au km<sup>2</sup>.

Elle compte en outre 3 districts, 10 territoires, 15 villes, 55 secteurs, 366 groupements et 6 entités autonomes ou communes (3 pour Boma et 3 pour Matadi).

### **Chapitre 3 Zone d'intervention**

#### **3.1 Situation socio-économique**

Plus de 90% de la population du Secteur de Kimpese vit de l'agriculture et de l'élevage. Les infrastructures de base du secteur (les établissements scolaires, les maisons de santé, routes et ponts), mal entretenus sont très dégradées. En outre, il existe deux sites qui sont des ex-camps de réfugiés dans la zone d'étude. Ce sont les sites de Kilueka et celui de Nkondo. Des Angolais vivent encore dans ces sites, ainsi que dans d'autres en dehors des camps

La base du système foncier repose sur la loi BAKAJIKA de 1967 et la loi du régime foncier de 1973. La première abolie affirme que l'État détient tous les droits de propriété sur l'ensemble des terres, la deuxième reconnaît les lois traditionnelles.

#### **3.2 Conditions naturelles**

La cote des environs de Kimpese est de l'ordre de 250 à 400 m. Au Nord de la zone d'intervention, se trouve le plateau du Bangu (700 – 800 m). La rivière Lukunga et ses 6 affluents coulent le long de la vallée du mont Bangu. Les précipitations annuelles moyennes sont de 1614,2 mm (Mvuazi, INERA). La température moyenne annuelle est de 24,5°C. D'autre part, l'humidité relative moyenne annuelle est de 77,9%. Les pluies sont, pour 94 à 99%, concentrées sur la saison des pluies. Concernant la pédologie, les terrains sont recouverts de sols ferra ortho types, la végétation est de type savane herbeuse, savane arbustive et forêt claire.

### **Chapitre 4 Situation des communautés de la zone d'intervention**

#### **4.1 Acteurs du développement communautaire de la zone d'intervention**

Ce sont la Direction du développement communautaire du Ministère du développement rural, la direction des aménagements routiers de ce même ministère, le ministère provincial de l'agriculture, de l'élevage, des pêches, et des PME du Bas-Congo, l'inspecteur de chacun des territoires Songololo du district des Cataractes, et tout à fait au bout de la chaîne administrative le secteur, puis l'ONG Agrisud financée par l'UE, l'ONG CRAFOD financée par une mission chrétienne allemande, et les CLER qui réalisent les entretiens routiers avec la participation des villageois.

#### **4.2 Spécificité des communautés**

La population des agglomérations du site s'élève à 9 869 personnes soit en moyenne 500 personnes

par village, avec toutefois des différences énormes d'un village à l'autre. L'agriculture est le principal secteur de production. Les principales cultures d'hivernage sont le manioc et le maïs, ainsi que les légumineuses. Pendant la saison sèche on cultive des oignons, des tomates, et autres légumes. La richesse du sol, les arbres fruitiers et la présence d'animaux constituent les points forts des villages. L'impossibilité d'acheter suffisamment de matériel agricole, les superficies cultivées limitées, et le mauvais état des écoles et des centres de santé en constituent les points faibles (problèmes).

#### **4.3 Analyse des problèmes et besoins des communautés de la zone d'intervention**

Il y a de l'espace pour augmenter la productivité agricole grâce à l'aménagement des routes communautaires. Ainsi, pour les populations qui vivent dans la périphérie des routes de desserte agricole qui relient la nationale réhabilitée et les départementales en cours de réhabilitation, il est absolument nécessaire de réparer les voies qui sont vitales pour faciliter l'accès à la nationale et aux départementales. Le manioc est une culture d'hivernage qui, sur la région étudiée, constitue la base de l'alimentation. C'est un produit d'échange important, dont une partie est destinée à la consommation personnelle. Les points de vente pour les légumes autour de Kimpese sont faciles d'accès. L'élevage de porc en liberté dans le village, la culture des arbres fruitiers sont destinés à la consommation personnelle et constituent une source importante de revenu. Nous avons pu vérifier au cours des ateliers réalisés dans les villages que les besoins étaient immenses en matière d'eau potable, d'aménagements routiers, de moulins, d'amélioration des toitures. Les services publics ne sont pas suffisants et plusieurs villages se partagent la même école ou le même dispensaire.

#### **4.4 Analyse du potentiel de développement**

Parmi les obstacles importants rencontrés pour l'entretien des routes vicinales, citons d'une part le problème de propriété foncière, les retards causés par la saison des pluies, le manque de budget pour l'entretien des routes réhabilitées. D'autre part les travaux agricoles et les moyens de transport des produits ne sont pas mécanisés. On ne voit pratiquement pas de rizières sur les terres basses pourtant facilement utilisables. La transformation des produits se fait avec des outils très simples et individuellement. Il n'y a pas d'élevage de plusieurs têtes d'animaux de races améliorées. Pour creuser un puits, il faut en premier lieu faire des campagnes de sensibilisation à leur entretien, et préparer des manuels et des méthodes d'entretien. Comme travail féminin, le pilage de la farine de manioc est très pénible et prend beaucoup de temps. Les règlements sur le brûlis ne font aucun effet, et pendant la saison sèche des feux sont allumés par accident. Le système de collecte des fonds pour entretenir les écoles et les dispensaires n'existe pas, et les outils et les moyens manquent pour faire les réparations. Rien n'est fait au niveau de l'environnement sanitaire pour avoir une eau plus saine et pour lutter contre le choléra.

## **Chapitre 5 Conception du plan de développement communautaire**

### **5.1 Plan de développement communautaire (design)**

Le contenu du plan de développement communautaire a été destiné aux articles que les résidents peuvent mettre en oeuvre des activités de développement et maintenir et les gérer par eux. Le plan de développement est consisté en 4 domaines comme 1) la réhabilitation de routes communautaires, l'amélioration de 2) moyens de subsistance, 3) cadre de vie et 4) établissements publics.

Les routes communautaires ont un impact direct sur l'augmentation des moyens d'existence et sur l'amélioration du cadre de, il faut donc en tout premier lieu et incontestablement réaliser l'aménagement des routes. L'augmentation de la productivité agricole était le premier thème souligné, c'est pourquoi nous avons introduit « l'augmentation des moyens d'existence » comme problème à résoudre premièrement de même que « l'aménagement des routes communautaires ». Parallèlement, il est nécessaire de réaliser l'amélioration du cadre de vie. Par ailleurs, pour les établissements communaux comme des centres de santé et des écoles, planification et exécution soit faite par une unité de zone qui constitue plusieurs villages.

Egalement, un système d'exécution a été établi pour que le développement communautaire soit fait durablement.

### **5.2 Processus entre la réalisation des projets pilotes et l'élaboration du plan de développement communautaire**

Il a été vérifié par l'exécution des PP la conception de développement communautaire en comparant les principes thèmes de développement communautaire en RDC. Les coût de management et maintenance du système d'exécution proposé ont été calculés pour la pérennité de développement

## **Chapitre 6 Projets pilotes**

### **6.1 Politique de mise en œuvre des projets pilotes**

Les projets pilotes ont été dégagés à partir de la conception des programmes de développement communautaire, nous avons réalisé un PP pour l'établissement d'un comité de développement communautaire, l'entretien des routes sous la direction du comité de développement communautaire, les projets qui concernent le développement des communautés qui longent la route réhabilitée.

### **6.2 Etablissement du comité de développement communautaire sur la zone d'intervention**

Les comités de développement communautaires ont été établis. Ils sont constitués du Duki de chaque village.

### **6.3 Entretien des routes sous la direction du comité de développement communautaire**

Si l'entretien n'est pas régulièrement fait cela a un impact négatif sur les autres activités. Nous avons décidé de distribuer les outils gracieusement et de ne pas prendre de caution.

### **6.4 Mise en place du développement communautaire le long des routes refaites**

Les projets pilotes sont fondamentalement de forme participative c'est pourquoi ils ont été présentés dans chaque village et lors d'ateliers de formation à Kimpese. Nous avons particulièrement veillé à ce que les bénéficiaires soient les réalisateurs principaux des PP et au système de financement. Les PP ont été réalisés après avoir été présentés sous forme de plans d'Action par les villageois.

Pour accélérer les réalisations et assurer le monitoring, un animateur est nommé qui a pour rôle d'apporter des suggestions au plan de réalisation établi par l'organisation villageoise de projet, arranger les problèmes auxquels sont confrontés les villageois et proposer un PP approprié, présenter les ressources humaines capables de faire des propositions techniques, faire la démonstration des foyers améliorés, etc.

### **6.5 Mise en œuvre et résultats des projets pilotes**

Chaque groupe de projet a participé à la réunion d'évaluation au cours de laquelle chaque représentant a pu exposer la situation de son projet, échanger des points de vue avec les autres, discuter sérieusement de la recherche des fonds et des moyens de les utiliser afin de pouvoir continuer les activités, dans un souci d'indépendance. Pour chaque PP nous avons relevé les objectifs, les éléments de vérification, le contenu, les conditions et les effets attendus des réalisations, les résultats et l'évaluation de ce PP, les impacts sur le programme de développement communautaire. Par ailleurs nous avons préparé des manuels de traction bovine, de riziculture, d'élevage et de reboisement.

### **6.6 Evaluation des travaux des projets**

Nous avons comptabilisé les avantages des travaux des PP sur l'augmentation des moyens de subsistance.

### **6.7 Monitoring (suivi) des projets pilotes**

Le système prévu aujourd'hui est indiqué à la figure suivante, et prévoit 1) les groupes qui se rendent dans les villages doivent indiquer le contenu de leur travail au comité de développement du village, 2) quand il a reçu le rapport le comité doit informer le comité de développement communautaire, 3) le comité de développement communautaire doit tenir une assemblée générale pour que les activités soient approuvées. D'autre part, toutes les activités doivent recueillir les conseils et les directives des employés du secteur et du chef de secteur.

L'établissement du plan de développement communautaire doit tenir compte des considérations

suivantes, qui sont très importantes « les activités doivent pouvoir être réalisées par les villageois eux-mêmes », « Utilisation expresse des ressources humaines et matérielles qui existent sur le secteur », « Les questions qui ne peuvent pas être résolues individuellement seront étudiées en groupe ».

De même, les PP liés à l'entretien doivent faire l'objet d'un suivi (monitorage). Pour pouvoir utiliser les routes qui sont en terre le plus longtemps il est indispensable d'en assurer l'entretien journalier. Concrètement parlant, il consiste à enlever la boue dans les canaux de drainage, faire de petites réparations de surface, Limiter la circulation pendant la saison des pluies, désherber et nettoyer les alentours de la route. Pour que ces actions soient poursuivies nous avons planifié le renforcement de l'organisation qui suivra le monitoring des actions.

### **6.8 Ce qui a été vérifié avec les projets pilotes**

Comme système de réalisation des plans de développement communautaire il faut prévoir de créer un comité de développement communautaire constitué du Duki de chaque village qui borde la route. Dans le cas de notre étude, il fallait en premier lieu aménager la route communautaire, ensuite réaliser des projets qui visent l'augmentation des moyens de subsistance à la suite, comme partie intégrante de l'amélioration du niveau de vie, et en 2010 et 2011 réaliser des améliorations environnementales faisables au niveau du village et augmenter les moyens de subsistance. A mesure qu'augmentent les moyens de subsistance, il est souhaitable de faire progresser la réhabilitation des infrastructures publiques telles que les centres de santé et les écoles utilisés en commun dans la zone. Sur le secteur de l'étude, la réhabilitation des centres de santé et des écoles demandera environ 3 ans à partir du démarrage alors qu'une partie des moyens de subsistances auront été augmentés, soit jusqu'en 2014 dans notre cas. Les critères de chaque projet et les normes à introduire telle que nous les avons obtenues par l'intermédiaire de PP ont été rassemblés. Concernant les réalisations concrètes, il est possible d'utiliser au maximum les manuels de traction bovine, élevage et reboisement indiqués à l'annexe 6.12

## **Chapitre 7 Plan de développement communautaire et processus de décision**

### **7.1 Le concept de plan de développement communautaire et détermination de l'approche**

Pour le plan de développement communautaire, la vision de développement, des objectifs de développement et la période cible comme un concept de base a été décidé comme une politique de base après l'analyse de questions majeures sur le développement et des facteurs d'obstacle dans le chapitre 4 et 5. De plus, les programmes de développement ont été décidés et un système d'exécution a été installé comme une approche pour réaliser le concept. En plus, le plan de développement communautaire a été formulé basé sur le processus mentionné ci-dessus.

La période de plan à court terme a été mise pendant 3 ans de 2010 à 2012 et c'a été alloué comme une

période pour construire la base de développement communautaire mené par les résidants. Dans cette période, des projets hauts prioritaires dans des villages cibles seront mis en oeuvre et développés. La période de plan à moyen terme a été mise de 2013 à 2014. Durant cette période, le modèle établi pendant la période de planification à court terme devrait être amélioré par l'administration et le personnel d'ONG qui serait formé pendant la période précédente. Après que cela, le plan commencera à la diffusion horizontale par le même processus du plan à court terme.

La vision de développement est "Satisfaire les besoins fondamentaux afin de renforcer la résistance aux conflits" comme une vision future de villages cibles dans la période cible.

Les objectifs de développement sont "garantir un revenu minimum pour simplement satisfaire les besoins fondamentaux" pour le domaine de l'augmentation des moyens de subsistance ; "Améliorer l'environnement afin d'être satisfait de vivre dans la communauté" pour le domaine de l'amélioration du cadre de vie, et Elargir les services publics, les mettre sous la surveillance continue des bénéficiaires pour le domaine de l'amélioration des établissements publics.

Le contenu de plan de développement communautaire de la zone d'intervention est consisté en; 1) l'aménagement de routes communautaires et le renfort des organisations villageoises lesquelles l'outil doit promouvoir les effets naissants de composants de développement et la stabilisation de la zone, 2) l'amélioration de productivité agricole, l'augmentation de la plus-value des produits et la diversification de revenus pour augmenter des moyens subsistance, 3) l'amélioration de cadre de vie et environnement naturel dans le domaine de l'amélioration de secteur de cadre de vie, et 4) l'arrangement des établissements publics dans le domaine de l'amélioration des établissements publics. Il est vital d'intégralement mettre en oeuvre ces contenus pour le développement communautaire.

## **7.2 Processus de préparation du plan de développement communautaire**

Dans un pays post-conflit comme RDC, une approche de développement intégrée en considérant l'arrangement de ressources financières pour l'entretien de routes pour augmenter la potentialité durable de développement communautaire et conserver les fonctions de routes réhabilitées. Donc, il est désirable d'appliquer le Modèle Kimpese, l'approche proposée par l'Étude dans laquelle la réhabilitation de la route de Kilueka et le développement communautaire est intégralement mise en oeuvre.

En étant debout de ce point de vue, la méthode d'étude de cette Étude, d'une série de planification de processus jusqu'à la formulation de plan mené par résidants en appliquant au processus de planification concrète, est récapitulée comme un guide. Après l'achèvement de cette Étude, on s'y attend à ce que la méthode soit utilisée pour la préparation d'un plan de développement communautaire par les homologues eux-mêmes.

### **7.3 Etablissement de plan de développement communautaire**

Le contenu de plan de développement communautaire et l'exécution de projets prioritaires dans la zone d'intervention est récapitulé par la méthode mentionnée ci-dessus. Le plan de développement de communauté de la route et le plan de développement de chaque village ont été formulés et le volume de projets est calculé.

## **Chapitre 8 Réalisation du projet à impact rapide**

### **8.1 Calendrier des travaux**

La première année des travaux était consacrée à l'étude, la deuxième année à la préparation du dossier d'appel d'offres pour sélectionner l'entrepreneur et aux travaux

### **8.2 Préparation du dossier d'appel d'offres et sélection de l'entrepreneur**

Les travaux concernent la réfection de la route communautaire de Kilueka qui sera revêtue de latérite et en partie de béton. Le maître d'œuvre est le bureau de la JICA en RDC, la surveillance des travaux est assurée par la DVDA du Bas-Congo à Matadi

Le chef de la DVDA Bas-Congo a assisté à l'ouverture des plis. C'est la société M.W. AFRITEC qui a offert le meilleur prix et a été appelé à négocier pour signer le marché.

### **8.3 Détail des travaux**

Les travaux sont entrepris dans cet ordre : faire le relevé de la circulation/types de véhicules actuellement et les extrapoler pour après la réhabilitation, définition des normes de la route. Les types de travaux sont : coût de préparation et de nettoyage (bureau, frais d'exploitation), déblayage, démolition, terrassement de la route, canaux de drainage, dispositifs de sécurité, ponts, ouvrages provisoires.

### **8.4 Considérations environnementales et sociales**

Dans le cadre de cette étude de plan directeur de développement communautaire, les critères de la JICA seront suivis concernant les considérations environnementales et sociales de l'Etude car la RDC ne dispose pas de directives, de formalités ou de mesures à ce sujet.

D'après cette étude, un seul projet risque d'avoir des conséquences sur l'environnement, c'est le projet de « réfection de la route de Kilueka ». C'est pourquoi nous avons, en premier lieu, établi la portée des incidences possibles en cours de réhabilitation. Ensuite, nous avons mis en place un suivi des impacts en cours de travaux, étudié les mesures appropriées, et effectué une évaluation environnementale initiale.

## Chapitre 9 Conclusions et Recommandations

### 9.1 Enseignements apportés par le projet à impact rapide

La réfection de la route communautaire entre Kimpese et Kilueka a fait l'objet d'un projet à impact rapide. Le tronçon entrepris est long de 18 km, large de 4,0 m avec des bas-côtés de 0,5 m (de chaque côté), avec un revêtement latérite sur 85 % de sa longueur et un revêtement en béton sur le reste (15 %). 5 ponts en béton (dont 4 à réhabiliter) et des canaux de drainage de 30-50 cm de large sont également entrepris ainsi que des ouvrages de traversée en 37 endroits.

Le coût approximatif a été établi comme à titre de référence pour les projets de réfection de routes prévus dans l'avenir.

- Coût total des travaux 2 545 400,61 \$ US 226 541 000 yens
- Coût des travaux au km 141 400 \$ US/km 12.586.000 yens /km
- Coût des travaux par type de travail

Taux de change 1 US\$= 89,00 yens

	Montant total (US\$)	Montant total (yens)	Prix unitaires au km (yens)
Couverture de latérite	1.213.000	107.972.000	7.057.000
Couverture de béton	1.087.000	96.775.000	35.842.000
Ponts	57.890	5.152.000	1.030.000

\* Le coût des travaux de couverture inclut les travaux de génie civil, les travaux de couverture eux-mêmes et les travaux de fossé d'évacuation.

\* Le coût total des travaux comprend, en plus des éléments ci-dessus, le coût de la gestion des chantiers, le coût d'élimination des installations existantes, le balisage et le coût des installations provisoires.

### 9.2 Poursuite du monitoring concernant les projets pilotes

Lors des études de la première et de la deuxième année, nous avons effectué l'étude de développement communautaire et d'entretien des routes par les villageois, et établi un projet. Dans les PP réalisés en relation avec le plan de développement communautaire, la plupart des effets ne sont pas encore perceptibles. Le plan de développement communautaire s'appuyant fortement sur les produits agricoles dont la production varie en séquence chronologique et que les habitants et organisations villageoises utilisent pour leur consommation personnelle, il ne faut pas s'arrêter au monitoring pendant la saison des pluies réalisé pendant la période d'exécution de l'étude pour les rubriques vérifiées par le biais des PP, mais continuer cette vérification.

### 9.3 Recommandations sur le développement communautaire future

Dans la zone de l'étude, où les services publics ne fonctionnent pas il est souhaitable que ce soit les bénéficiaires des ouvrages collectifs tels que les routes, l'alimentation en eau, les dispensaires, etc., pas des personnes particulières mais tous les villageois, qui les entretiennent ensemble. Nous proposons que l'amélioration des capacités nécessaires pour gérer les investissements initiaux et l'entretien soit coordonnée avec les organismes d'aide internationaux tels que l'UNICEF ou la FAO en utilisant le Fonds de la sécurité humaine.

Le Ministre du Développement Rural, qui est l'organe homologue de cette étude, demande vigoureusement au Japon de poursuivre sa coopération d'aide publique au développement après la fin de cette étude. Pour cette raison, sur la base des résultats obtenus dans cette étude, nous recommandons, en vue de contribuer encore plus à la jouissance de la paix au Congo, le transfert des technologies nécessaires pour promouvoir le rétablissement et l'amélioration des communautés, ainsi que l'exécution d'une coopération financière pour atteindre efficacement les résultats de la coopération.

**Etude sur le Plan de Développement Communautaire du  
District de Cataractes dans la Province du Bas-Congo  
en République Démocratique du Congo**

**Rapport Final**

**Table des matières**

Préface

Lettre de transmission

Carte de situation

Liste des abréviations

Photos

Page

Chapitre 1 Introduction

1.1	Avant-propos.....	1 - 1
1.2	Objectifs de l'étude .....	1 - 2
1.3	Zone d'étude.....	1 - 2
1.4	Processus de planification .....	1 - 3
1.5	Processus d'enquête .....	1 - 4
1.6	Système de réalisation de l'étude .....	1 - 5
1.7	Composition du rapport.....	1 - 6

Chapitre 2 Aperçu de la République démocratique du Congo et de la zone d'intervention

2.1	Aperçu du pays.....	2 - 1
2.1.1	Administrations .....	2 - 1
2.1.2	Situation socio-économique et conflits.....	2 - 2
2.1.3	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural .....	2 - 4
2.2	Aperçu de la Province du Bas-Congo et du district de Cataractes .....	2 - 4
2.2.1	Situation socio-économique de la Province, conflits.....	2 - 4
2.2.2	Division administrative et administration territoriale .....	2 - 4
2.2.3	Politique de développement communautaire.....	2 - 5
2.2.4	Réfugiés angolais.....	2 - 6

Chapitre 3 Zone d'intervention

3.1	Situation socio-économique .....	3 - 1
3.1.1	Organisation administrative.....	3 - 1

3.1.2	Situation socio-économique .....	3 - 1
3.1.3	Propriété foncière .....	3 - 4
3.2	Conditions naturelles.....	3 - 7
3.2.1	Topographie.....	3 - 7
3.2.2	Météorologie.....	3 - 9
3.2.3	Hydrologie.....	3 - 10
3.2.4	Pédologie.....	3 - 11
3.2.5	Couvert végétal.....	3 - 12

#### Chapitre 4 Situation des communautés de la zone d'intervention

4.1	Acteurs du développement communautaire dans la zone d'intervention .....	4 - 1
4.1.1	Ministère du développement rural.....	4 - 1
4.1.2	Direction du développement communautaire.....	4 - 2
4.1.3	Autres organismes concernés .....	4 - 3
4.2	Spécificité des communautés .....	4 - 4
4.2.1	Population.....	4 - 5
4.2.2	Moyens d'existence .....	4 - 6
4.2.3	Utilisation des terres .....	4 - 9
4.2.4	Propriété foncière .....	4 - 11
4.2.5	Utilisation de l'eau .....	4 - 13
4.2.6	Marchés et établissements publics (écoles, dispensaires).....	4 - 16
4.2.7	Organisations villageoises existantes .....	4 - 18
4.3	Analyse des problèmes et besoins des communautés de la zone d'intervention .....	4 - 19
4.3.1	Ateliers de travail par village.....	4 - 19
4.3.2	Ateliers de travail par zone.....	4 - 25
4.4	Analyse du potentiel de développement.....	4 - 26
4.4.1	Aménagement des routes communautaires .....	4 - 26
4.4.2	Amélioration de la productivité agricole .....	4 - 28
4.4.3	Augmentation de la valeur ajoutée des produits agricoles .....	4 - 29
4.4.4	Diversification des sources de revenus.....	4 - 30
4.4.5	Amélioration du cadre de vie.....	4 - 30
4.4.6	Amélioration de l'environnement naturelle.....	4 - 30
4.4.7	Amélioration des installations publiques.....	4 - 31
4.5	Causes d'entrave au développement.....	4 - 31
4.5.1	Aménagement des routes communautaires .....	4 - 32
4.5.2	Amélioration de la productivité agricole .....	4 - 32
4.5.3	Augmentation de la valeur ajoutée des produits agricoles .....	4 - 33
4.5.4	Diversification des sources de revenus.....	4 - 33
4.5.5	Amélioration du cadre de vie.....	4 - 33

4.5.6	Amélioration de l'environnement naturelle.....	4 - 34
4.5.7	Amélioration des installations publiques.....	4 - 34
4.6	Problèmes et besoins, potentiel de développement et contraintes .....	4 - 35
Chapitre 5	Conception du plan de développement communautaire	
5.1	Plan de développement communautaire (design).....	5 - 1
5.1.1	La vue d'ensemble du plan de développement communautaire (design).....	5 - 1
5.1.2	Objectifs de développement annuels projetés et articles touchant à chaque domaine .....	5 - 4
5.1.3	Système de réalisation .....	5 - 9
5.2	Processus entre la réalisation des projets pilotes et l'élaboration du plan de développement communautaire .....	5 - 9
5.2.1	Vérification des résultats de la réalisation.....	5 - 10
5.2.2	Vérification du contenu du plan de développement communautaire .....	5 - 11
5.2.3	Vérification de garantir la gestion et la dépense de l'entretien par les projets pilotes.....	5 - 11
Chapitre 6	Projets pilotes	
6.1	Politique de mise en œuvre des projets pilotes.....	6 - 1
6.2	Etablissement du comité de développement communautaire sur la zone d'intervention .....	6 - 1
6.3	Entretien des routes sous la direction du comité de développement communautaire .....	6 - 2
6.4	Mise en place du développement communautaire le long des routes refaites.....	6 - 6
6.4.1	Stages de présentation du contenu de chaque projet pilote .....	6 - 7
6.4.2	Projets prioritaires dans chaque village .....	6 - 8
6.4.3	Normes de sélection des projets pilotes et résultats.....	6 - 8
6.4.4	Résultats de la présentation des projets pilotes dans chaque village .....	6 - 11
6.4.5	Etablissement des organisations villageoises par projet dans chaque village.....	6 - 12
6.4.6	Affectation des animateurs .....	6 - 13
6.5	Mise en œuvre et résultats des projets pilotes .....	6 - 13
6.6	Evaluation des travaux de projets.....	6 - 14
6.7	Monitoring (suivi) des projets pilotes .....	6 - 14
6.7.1	Système de suivi .....	6 - 14
6.7.2	Nouveaux projets et remboursements.....	6 - 17
6.7.3	Mise en œuvre du monitoring .....	6 - 19
6.8	Ce qui a été vérifié avec les projets pilotes .....	6 - 22
6.8.1	Système de réalisation du plan de développement communautaire .....	6 - 22
6.8.2	Objectifs annuels du plan de développement communautaire.....	6 - 23
6.8.3	Contenu technique extrait des projets pilotes .....	6 - 24

## Chapitre 7 Plan de développement communautaire et processus de décision

7.1	Le concept de plan de développement communautaire et détermination de l'approche..	7 - 1
7.1.1	Conception du concept de plan de développement communautaire.....	7 - 1
7.1.2	Préparatin de concepts de base pour le plan de développement communautaire .....	7 - 3
7.1.3	Planning de conception de base du plan de développement communautaire .....	7 - 5
7.1.4	Approche pour réaliser l'avant-projet.....	7 - 10
7.2	Processus de préparation du plan de développement communautaire .....	7 - 18
7.2.1	Historique du plan de développement communautaire.....	7 - 18
7.2.2	Etape de réalisation du développement communautaire.....	7 - 19
7.3	Etablissement de plan de développement communautaire .....	7 - 26
7.3.1	Vision et objectifs de développement.....	7 - 27
7.3.2	Projet réalisés dans le plan de développement communautaire.....	7 - 28
7.3.3	Arrangement d'échelles de projets et normes.....	7 - 29
7.3.4	Plan de développement communautaire de la route et chaque village .....	7 - 43
7.3.5	Plan d'action.....	7 - 58
7.3.6	Evaluation de chaque projet .....	7 - 59

## Chapitre 8 Réalisation du projet à impact rapide

8.1	Calendrier des travaux .....	8 - 1
8.2	Préparation du dossier d'appel d'offres et sélection de l'entrepreneur .....	8 - 2
8.2.1	Grandes lignes des travaux .....	8 - 2
8.2.2	Sélection de l'entrepreneur .....	8 - 5
8.2.3	Suite des actions entre les négociations du marché et les travaux.....	8 - 5
8.3	Détail des travaux.....	8 - 6
8.3.1	Conception de la route .....	8 - 6
8.3.2	Catégories de travaux .....	8 - 7
8.3.3	Plan des travaux.....	8 - 8
8.3.4	Contenu des réalisations .....	8 - 8
8.4	Considération environnementales et sociales .....	8 - 14
8.4.1	Lois, règlementation et organismes environnementaux .....	8 - 14
8.4.2	Méthodologie de l'étude sur les considérations environnementales et sociales .....	8 - 15
8.4.3	Résultats de l'étude sur les considérations environnementales et sociales.....	8 - 17
8.4.4	Utilisation des terres sur l'emprise des travaux.....	8 - 26

## Chapitre 9 Conclusions et recommandations

9.1	Enseignements apportés par le projet à impact rapide .....	9 - 1
9.1.1	Coût approximatif.....	9 - 1
9.1.2	Capacités de l'entrepreneur.....	9 - 1

9.1.3	Emploi des habitants comme main-d'œuvre .....	9 - 3
9.2	Poursuite du monitoring concernant le projet pilote .....	9 - 3
9.3	Recommandations sur le développement communautaire future.....	9 - 4
9.3.1	Proposition concernant les ajustements avec les organisations internationales utilisant le Fonds de la sécurité humaine.....	9 - 4
9.3.2	Proposition concernant les coopérations de la JICA .....	9 - 6

## Tableau

Tableau1.1	Affectation du personnel.....	1 - 5
Tableau1.2	Liste des homologues.....	1 - 6
Tableau3.1	Condition d'utilisation des terres avec l'ONU.....	3 - 9
Tableau4.1	Nombre de fonctionnaires au ministère de l'agriculture, du développement rural, de la pêche, de l'élevage et des PME dans le Bas-Congo .....	4 - 4
Tableau4.2	Conditions de vie des populations dans les agglomérations de la zone d'intervention .....	4 - 4
Tableau4.3	Population et nombre de ménages .....	4 - 5
Tableau4.4	Principales cultures d'hivernage .....	4 - 7
Tableau4.5	Principales cultures de saison sèche.....	4 - 7
Tableau4.6	Elevage des porcs.....	4 - 8
Tableau4.7	Calendrier de plantation .....	4 - 11
Tableau4.8	Villages et clans de la zone d'intervention du projet .....	4 - 12
Tableau4.9	Résultats d'analyse de l'eau .....	4 - 14
Tableau4.10	Présence d'un marché ou d'établissements publics, taille .....	4 - 16
Tableau4.11	Points forts .....	4 - 20
Tableau4.12	Problèmes et mesures à prendre.....	4 - 22
Tableau4.13	Slogan de chaque village.....	4 - 24
Tableau4.14	Récapitulatif des ateliers communs.....	4 - 25
Tableau4.15	Etat des routes du territoire de Songololo.....	4 - 27
Tableau4.16	Etat des ponts sur l'axe Kimpese-Luozi(2004).....	4 - 28
Tableau5.1	Problèmes et mesures sur le secteur de notre étude .....	5 - 5
Tableau5.2	Comparaison des effets de la réhabilitation des routes .....	5 - 6
Tableau5.3	Différence entre les routes Kilueka et Nkondo .....	5 - 7
Tableau5.4	Problèmes et mesures relatifs à l'augmentation des moyens d'existence.....	5 - 8
Tableau5.5	Problèmes et mesures relatifs à l'amélioration du cadre de vie .....	5 - 8
Tableau5.6	Problèmes et mesures relatifs aux objectifs à long terme .....	5 - 11
Tableau6.1	Système d'entretien de chaque route.....	6 - 3
Tableau6.2	Mode de mise en place des PP .....	6 - 6
Tableau6.3	PP pour les villages de la route de Kilueka.....	6 - 10
Tableau6.4	PP pour les villages de la route de Nkondo.....	6 - 11

Tableau6.5	Affectation des animateurs de PP .....	6 - 13
Tableau6.6	Relevé de gestion du projet.....	6 - 16
Tableau6.7	Critères d'évaluation de l'acceptabilité technique des projets .....	6 - 24
Tableau6.8	Normes et spécifications déduites des volets de vérification.....	6 - 26
Tableau7.1	Programmes et projets de chaque domaine.....	7 - 12
Tableau7.2	PDM (Matrice de cadre logique) du plan de développement de la Route de Kilueka.....	7 - 45
Tableau7.3	Plan de développement villageois.....	7 - 48
Tableau8.1	Calendrier des travaux .....	8 - 1
Tableau8.2	Progression des travaux .....	8 - 9
Tableau8.3	Portée des incidences du projet d'impact rapide (réhabilitation de la route).....	8 - 19
Tableau8.4	Mesures d'atténuation envisagées.....	8 - 21

## Figure

Figure2.1	Organigramme du Ministère provincial de l'Agriculture, du développement rural, de la pêche, de l'élevage et des PME .....	2 - 5
Figure3.1	Topographie de la Province du Bas-Congo.....	3 - 8
Figure3.2	Précipitations et températures de la Province du Bas-Congo.....	3 - 9
Figure3.3	Précipitations mensuelles et températures moyennes .....	3 - 10
Figure3.4	Bassin Hydrographie de la Province du Bas-Congo .....	3 - 10
Figure3.5	Pédologie de la Province du Bas-Congo .....	3 - 11
Figure3.6	Végétation de la Province du Bas-Congo.....	3 - 12
Figure4.1	Plan de l'analysis de la situation des communautés de la zone d'intervention .....	4 - 1
Figure4.2	Répartition de la population .....	4 - 6
Figure4.3	Plan d'assolement.....	4 - 10
Figure4.4	Circulation des personnes qui utilisent les marchés et les établissements publics .....	4 - 17
Figure4.5	Réseau routier de la province du Bas-Congo .....	4 - 27
Figure5.1	Préparation du plan de développement communautaire (design).....	5 - 2
Figure5.2	Impact de la réhabilitation des routes.....	5 - 7
Figure5.3	Corrélation entre les projets pilotes et le plan de développement communautaire .....	5 - 10
Figure5.4	Représentation du système de développement durable des communautaires.....	5 - 16
Figure6.1	Execution des projets pilotes.....	6 - 1
Figure6.2	Périmètres communautaires d'après les routes et le déplacement des personnes.....	6 - 2
Figure6.4	Déroulement du monitoring .....	6 - 15
Figure6.5	Flux des remboursements pour les PP (jusqu'au dépôt).....	6 - 17
Figure6.6	Déroulement des nouveaux projets (autorisation et octroi des fonds).....	6 - 19
Figure7.1	Le flux de préparation du plan de développement communautaire.....	7 - 1
Figure7.2	Processus d'établissement du plan de développement communautaire de la zone d'intervention .....	7 - 3

Figure7.3	Programmes pour la vision de développement et les objectives de développement.....	7 - 7
Figure7.4	Approche pour la realization de conception.....	7 - 11
Figure7.5	Système conceptuel de développement communautaire durable .....	7 - 18
Figure7.6	Etapes de réalisation du développement communautaire .....	7 - 20
Figure7.7	Route du plan et tronçons aménagé, principal acteur des travaux .....	7 - 21
Figure7.8	Exemple de carte des ressources (Nkondo sur la route de Kilueka).....	7 - 22
Figure7.9	Plan d'unité préparative et ses relations géographiques.....	7 - 25
Figure7.10	Plan de développement communautaire(Plan à Court et moyen terme).....	7 - 58
Figure9.1	Exemple des projets de développement communautaire dans et dehors de la province du Bas-Congo.....	9 - 8

## Annexe

Annexe 2.1	Composition du gouvernement .....	Annexe 2 - 1
Annexe 2.2	Organigramme du ministere de l' agriculture.....	Annexe 2 - 2
Annexe 2.3	Organigramme du ministere du developpement rural.....	Annexe 2 - 3
Annexe 4.1	Tableau des organisations villageoises actuelles .....	Annexe 4 - 1
Annexe 5.1	Image du développement communautaire par etape.....	Annexe 5 - 1
Annexe 6.1	Etablissement du comité de développement communautaire .....	Annexe 6 - 1
Annexe 6.2	Les outils de l'entretien qui ont été distribués à chaque village .....	Annexe 6 - 2
Annexe 6.3	Programme d'entretien de la route .....	Annexe 6 - 3
Annexe 6.4	Le programme de l'explication des projets pilotes et ses évaluations .....	Annexe 6 - 4
Annexe 6.5	Le resultat d'enquêtes sur la priorité des PP dans chaque village .....	Annexe 6 - 5
Annexe 6.6	Nombre de membres des organisations villageoises par projet .....	Annexe 6 - 6
Annexe 6.7	La structure des membres des organisations villageoises par les projets.....	Annexe 6 - 7
Annexe 6.8	Les étapes d'organisation et renforcement de chaque organisation .....	Annexe 6 - 8
Annexe 6.9	Le règlement intérieure de l'organisation villageoise de chaque projet.....	Annexe 6 - 9
Annexe 6.10	Resultats des Projet Pilots.....	Annexe 6 - 11
Annexe 6.11	Manuels ( labour par traction bovine, riziculture, l'élevage de porcs, plantation ) .....	Annexe 6 - 12
Annexe 6.12	Évaluation des impacts du Projet.....	Annexe 6 - 13
Annexe 8.1	Textes réglementaires sur la gestion de l'environnement.....	Annexe 8 - 1

## **Chapitre 1 Introduction**

### **1.1 Avant-propos**

La province du Bas-Congo objet de notre étude se situe à la pointe ouest de la République Démocratique du Congo (RDC). C'est une des onze provinces du pays, bordée au nord par la République du Congo, au sud par la République d'Angola, à l'est par la province de Kinshasa (qui comprend la zone urbaine de la capitale Kinshasa), et la province de Bandundu, à l'ouest par la province Kabinda de la République d'Angola. Etant la seule province de RDC avec un accès sur l'Atlantique, elle occupe une position stratégique du point de vue des activités économiques du pays et de la distribution des marchandises. De par sa situation géographique, la province est devenue à plusieurs reprises la terre d'accueil des réfugiés qui ont afflué d'Angola.

Le climat y est tempéré avec deux saisons bien distinctes : la saison des pluies et la saison sèche. C'est une zone agricole qui bénéficie d'une pluviométrie élevée et de ressources en eau très riches apportées par le réseau hydrographique du fleuve Congo. Cependant les activités économiques, dominées par l'agriculture et la distribution, stagnent en conséquence des longues années de conflit interne, qui ont eu de graves répercussions sur la production agricole et l'emploi. Le manque d'infrastructures de base aggrave encore le phénomène d'appauvrissement des communautés avec un nombre de pauvres en augmentation.

Dans le secteur de Kimpese, au centre de la province, les réfugiés angolais ont commencé à affluer dans les années 60 au début de la guerre civile en Angola. Une partie de ces réfugiés ont été rapatriés en Angola pour des raisons politiques impliquant les deux pays, mais nombreux sont ceux qui, se sont mariés à des congolais ou pour d'autres raisons, se sont installés dans le secteur et cohabitent avec les locaux. La guerre s'étant intensifiée, les réfugiés ont continué à affluer en grand nombre après les années 90, c'est pourquoi il est essentiel de renforcer les fonctions communautaires et la solidarité afin de normaliser l'utilisation et la protection ordonnée des ressources locales et accélérer la cohabitation avec les réfugiés, car le problème des ressources pèse lourdement sur les communautés locales.

Le processus de rapprochement et de cohabitation des populations locales et des réfugiés qui ont afflué d'Angola dans les années 90, en particulier dans le district des Cataractes, au centre de la province, est essentiel et doit porter sur le renforcement des fonctions communautaires et de la solidarité. Pour ce faire, il est urgent de réduire le fardeau qui pèse sur la région du fait de l'affluence des réfugiés, de renforcer la capacité de gérer les conflits au niveau des communautés, et d'améliorer le cadre de vie et les revenus des populations, ce qui passe par l'amélioration de la production agricole. Tous ces éléments sont gage de paix civile et tendent vers la fin des hostilités internes.

En mars 2007, après deux études de formulation du présent projet effectuées par l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), le gouvernement de RDC a adressé une requête auprès

du gouvernement du Japon, à la suite de quoi le gouvernement du Japon a envoyé une mission d'étude préliminaire en mai 2007, à l'issue de laquelle la mise en œuvre de cette étude a été décidée. Le cahier des charges de l'étude (étendue des travaux) a été convenu et signé le 14 mai 2008.

Contrairement à ce que laisse supposer le titre, ceci n'est pas à proprement parler ce que les Congolais appellent en général une « étude » puisque nous proposons un plan de développement communautaire de la zone d'intervention, des projets pilotes destinés à collecter les informations qui serviront de support à la préparation du plan de développement et la réhabilitation d'une route communautaire.

## **1.2 Objectifs de l'étude**

Ils sont au nombre de trois :

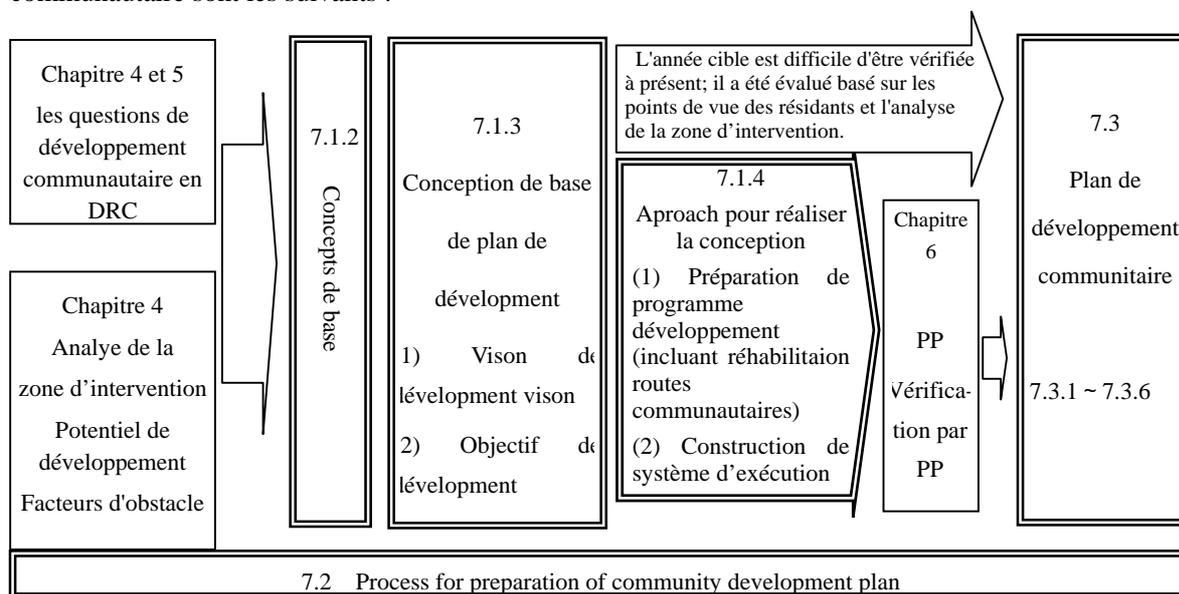
- Définir les moyens de réaliser et de déployer le développement des communautés sous l'initiative des populations (composante 1) ;
- Renforcer les fonctions communautaires à travers le processus d'établissement d'un plan de développement des communautés, et alléger les charges locales induites par la sédentarisation des réfugiés angolais (composante 1) ;
- Assurer les voies d'accès avec des travaux de réparation d'urgence des routes, afin de promouvoir les échanges entre communautés et favoriser la distribution des marchandises (composante 2)

## **1.3 Zone d'étude**

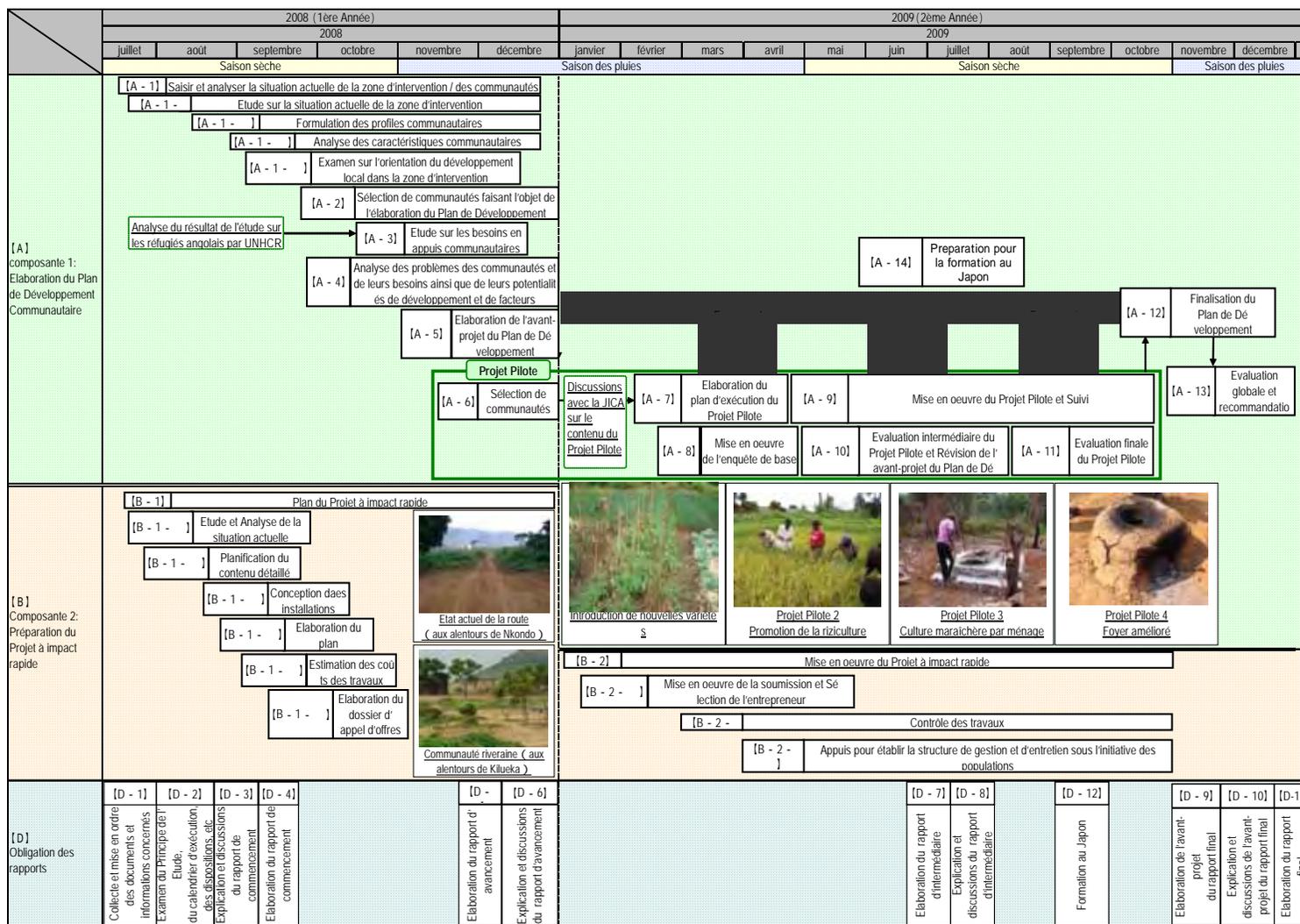
La zone d'étude porte sur le périmètre d'influence des deux axes routiers qui la traversent et qui relient Kimpese, dans le district des Cataractes de la province du Bas-Congo, à 220 kms au sud-ouest de la capitale Kinshasa, au site Nkondo à 20 km dans la direction nord-ouest et au site Kilueka, à 18 kms dans la direction nord-est. Nous avons sélectionné 21 villages dont 11 villages le long de la route Kimpese- Nondo et 10 villages le long de la route Kimpese – Kilueka (le processus de sélection est expliqué au chapitre 2). Dans cette étude nous donnerons à ces deux axes routiers le nom de « route de Nkondo » et « route de Kilueka ».

## 1.4 Processus de planification

Les chapitres dans lequel est présenté le processus de planification du développement communautaire sont les suivants :



## 1.5 Processus d'enquête



→ : Continuation et Feedback  
 : Partage du contenu des analyses et du résultat des études  
 : Remarques, Contenu détaillé, etc.

La présente étude s'est déroulée sur une période de 18 mois, entre juillet 2007 et décembre 2009, selon le plan d'affectation du personnel suivant.

**Tableau 1.1 Affectation du personnel**

Poste	Nom	Société	Grade	2008												2009											
				Phase 1												Phase 2											
				7	8	9	10	11	12	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12						
Chef de projet / développement communautaire	IWAMOTO Akira	NTCI	1		1.53					1.80				1.23			1.24				1.00	0.50					
Adjoint / amélioration de la productivité	SATO Fusashige	NTCI	2			1.97				1.53				1.23			1.24				1.00	0.50					
Appui aux communautés	KONDO Sachiko	NTCI	5			1.50								2.70			1.77				1.03	0.50					
Plan des routes/ gestion des travaux 2/ entretien 1	TAKEMOTO Isaburo	NTCI	2		2.00										1.53			1.47									
Conception/ calcul des coûts/ supervision 1/ entretien 2	SHUKUYA Kazumitsu	NTCI	4				2.00								2.17			2.13			3.20						
Etude des conditions naturelles/ organisations villageoises 2	TAKIGAWA Eiichi	NTCI	5	1.00						1.53							3.10				0.9						
Etude sociologique 1	NARUSAWA Hiroshi	NTCI	4		1.50									1.53				1.47									
Considerations environnementales et sociales/ organisations villageoises 1	GUEYE Massamba	NTCI	3							1.50				2.00				2.00				0.50					
Etude sociologique 2	SUMI Hisako	NTCI	4							1.17																	
Etude sociologique 2	KATAYAMA Yumiko	NTCI	6														1.00										
interprète	SUZUKI Gentaro	NTCI (Pioneer)	5		1.53																						
interprète	ANDO Kazuo	NTCI (Pioneer)	5							0.97			0.50			1.00											
Coordinateur	NARUSAWA Hiroshi	NTCI	5	0.23				0.57																			
Coordinatrice	SUMI Hisako	NTCI	5										1.00							1.00							

## 1.6 Système de réalisation de l'étude

L'organisme homologue de cette étude est le ministère du Développement rural. Dès le début de l'étude, nous avons demandé à l'entité centrale de ce ministère et au Ministère provincial de l'Agriculture, de l'Elevage, de la Pêche et des PME de recommander les candidats devant être affectés comme homologues pour bénéficier du transfert technologique. La partie congolaise ayant demandé à la mission de couvrir les frais de déplacement et autres frais du personnel homologue, de longues discussions ont été engagées avec le secrétaire d'état auprès du Ministre du développement rural et le cabinet du ministère provincial de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et des PME, d'où il ressort que la JICA prendra en charge les indemnités journalières et l'hébergement, et la partie congolaise prendra en charge les autres frais de personnel. Le gouvernement central affectera deux homologues, l'un chargé de l'appui aux activités des femmes rurales, l'autre chargé du développement rural. La province du Bas-Congo affectera trois homologues chargés respectivement du développement rural, de l'économie rurale, et de l'économie. Par ailleurs le responsable du développement agricole du secteur de Kimpese, qui coopère depuis le démarrage de l'étude sur le terrain, sera également affecté comme homologue, ce qui donnera un total de 6 personnes pouvant bénéficier du transfert technologique.

Entre fin août 2009 et début septembre 2009 nous avons également réalisé 16 jours de formation dans le cadre du transfert technologique. Les connaissances acquises sur les structures

gouvernementales qui concernent le développement rural et sur l'organisation des populations villageoises pour relancer la région ont été consignées dans un plan d'action par les différents homologues afin que les responsables concernés les détiennent en commun.

**Tableau 1.2 Liste des homologues**

	Nom	Spécialité	Administration	Poste
1	Mme Joséphine Pacifique LOKUMU ESEMOTI	Appui aux activités des femmes rurales	Ministère du Développement Rural du gouvernement central	Conseillère
2	M. MUNDEKE OLENGAWEDY Michel	Développement rural	Ministère du Développement Rural, Direction de Développement Communautaire du gouvernement central	Chef de service D.R.
3	M. LUSIAMA MAKOBELE André	Développement rural	Ministère du Développement Rural* de la province du Bas-Congo	Inspecteur
4	M. BIKAWA MAKIESE	Economie agricole	Ministère du Développement Rural* de la province du Bas-Congo	Conseiller
5	M. LUTETE LUKANDA Germain	Economie	Gouvernement de la province du Bas-Congo	Conseiller
6	M. MUANDA NEKONO Honoré	Agronome	Secteur de Kimpese – Développement	Chef de service D.R.

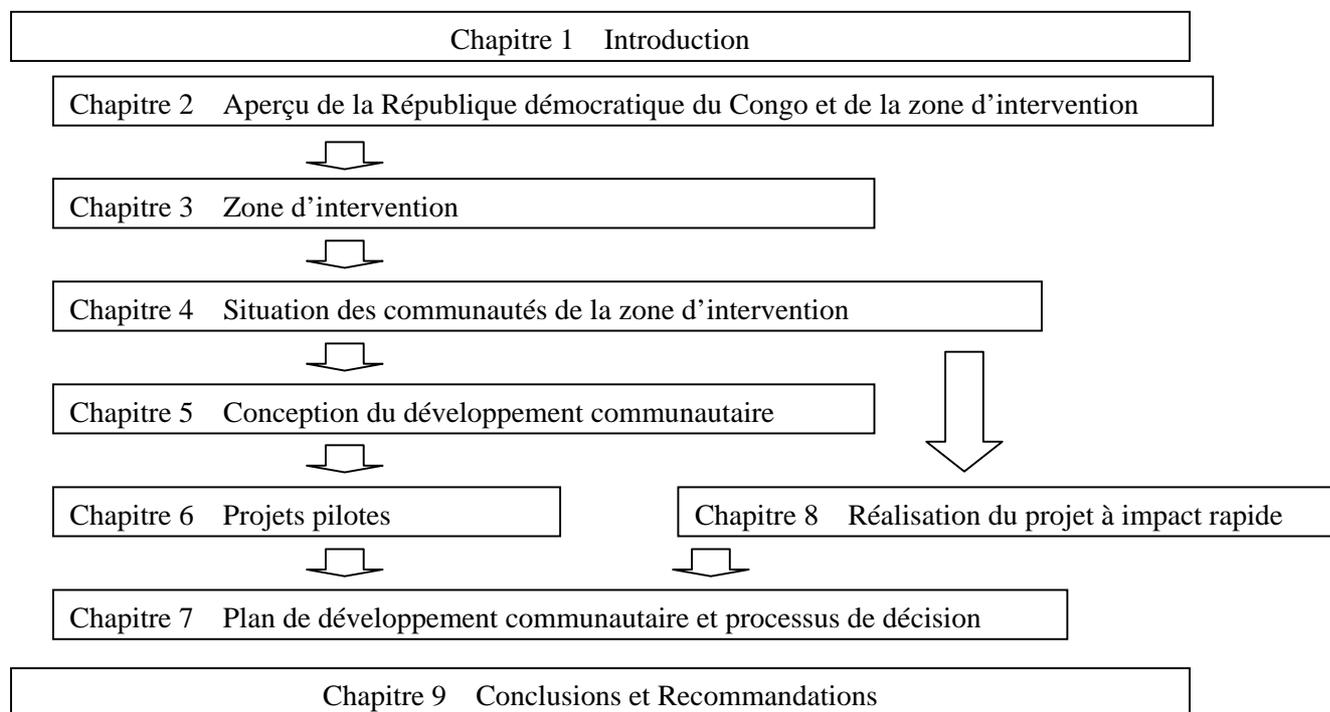
\* Ministère de l'Agriculture, du Développement rural, de la Pêche, de l'Elevage et des PME

Par ailleurs au niveau de la province nous travaillons avec les représentants du ministère provincial de l'agriculture, du développement rural, de l'élevage, de la pêche, et des PME, et au niveau du district des Cataractes avec les administrations du territoire de Songololo et du secteur de Kimpese. Etant donné le nombre important d'acteurs dispersés sur un vaste territoire, nous avons décidé de présenter nos rapports sous la forme de réunions. La première réunion, qui avait pour objet de parler du rapport préliminaire, a eu lieu le 30 juillet 2008 à Kinshasa et le 4 août à Matadi. Elle a été diffusée sur une chaîne de télévision nationale, dans les trois langues parlées localement, dont le français et le kikongo. La chaîne a annoncé que l'étude était réalisée dans le cadre de la coopération japonaise et en collaboration avec les parties prenantes congolaises : les responsables, le peuple congolais et bien sûr les populations locales. La deuxième réunion a eu lieu le 12 février 2009 à Kimpese, qui portait sur la présentation du rapport d'avancement et en parallèle sur l'inspection du site de l'étude par les participants.

## 1.7 Composition du rapport

Le rapport comporte 4 parties et 10 chapitres. Du premier au troisième chapitre nous donnons des indications générales sur le cadre de l'étude, sur le pays et sur la région qu'elle concerne. Au chapitre 4 nous étudions un scénario concret indispensable pour le développement communautaire. Au chapitre 5 nous indiquons un concept de plan de développement communautaire centré sur les villageois, y compris le renforcement ou la création des organisations villageoises. Au chapitre 6 nous retraçons les projets pilotes (PP) réalisés pour vérifier le plan de développement communautaire (le design) présenté au chapitre 5, ainsi que l'année cible du développement et le système de mise en oeuvre. Au chapitre 7 nous proposons un plan de développement qui pourra servir de référence à notre homologue pour établir son propre plan de développement. Le chapitre 8 est consacré au projet à impact rapide (réhabilitation de la route), lequel sera également répercuté sur le plan de

développement communautaire. Enfin au chapitre 9 nous donnons indiquons les conclusions de notre travail et formulons des recommandations.



## **Chapitre 2 Aperçu de la République démocratique du Congo et de la zone d'intervention**

### **2.1 Aperçu du pays**

#### **2.1.1 Administrations**

La RDC se remet progressivement d'un conflit intense qui a secoué le pays de 1997 à 2007 et a impliqué les états voisins. L'année 2006 a vu la conduite des premières élections démocratiques du pays depuis 40 ans. Ce processus, largement pacifique, a mené à l'instauration d'un nouveau parlement et d'un nouveau président et a été accueilli chaleureusement. En juillet 2006, la RDC a adopté son premier Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté.

Il s'articule autour de cinq piliers de développement :

- Promouvoir la bonne gouvernance et consolider la paix par le renforcement des institutions.
- Consolider la stabilité macroéconomique et la croissance.
- Améliorer l'accès aux services sociaux et réduire la vulnérabilité.
- Combattre le VIH/Sida.
- Appuyer la dynamique communautaire.

Cette stratégie définit un cadre de travail pour les programmes du gouvernement congolais et de ses partenaires de développement. Les nouvelles politiques ont déjà donné des résultats significatifs, particulièrement pour la stabilité économique du pays et le défi est maintenant d'enclencher un processus de développement durable qui encouragera les partenaires de la RDC à augmenter leur assistance, contribuera de façon concrète à l'amélioration des conditions de vie des Congolaises et Congolais et stimulera l'investissement privé.

Un nouveau gouvernement a été formé, selon une ordonnance du président Joseph Kabila diffusée le 27/10/2008, après une vacance de près d'un mois. La formation de ce troisième gouvernement depuis l'élection en 2006 du président Kabila intervient pour tenter de pacifier l'est du pays, secoué par la reprise des affrontements entre la rébellion et l'armée congolaise.

Ce gouvernement, dirigé par Adolphe Muzito (51 ans), désigné Premier ministre le 10 octobre, compte 54 membres dont 5 femmes (voir composition à l'annexe 2.1 jointe). Le nombre de départements ministériels est passé de 33 à 37. Seize personnalités ont fait leur entrée dans le nouveau gouvernement qui compte trois vice-ministres, 37 ministres et 13 vice-ministres. Parmi les innovations, on compte la nomination de trois vice-premiers ministres, la création d'un ministère chargé de la décentralisation, la séparation du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, la séparation du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, la suppression des postes de ministre d'Etat auprès du président de la République et celui de ministre auprès du premier ministre.

## 2.1.2 Situation socio-économique et conflits

### (1) Situation sociale (indicateurs sociaux)

A la suite de 10 années de guerre, la situation socio-économique en RDC s'est extrêmement dégradée. Tous les indicateurs sociaux sont descendus plus bas que dans les années 1980. Ainsi, le Plan national d'action au niveau national rapporte :

*(Résumé) L'école publique a été détruite pendant la guerre civile, et aujourd'hui encore le gouvernement n'arrive pas à assurer le service public en matière d'éducation. Le système de santé publique ne fonctionne pas non plus, et de nombreux hôpitaux ou centres de santé manquent de matériel et de personnel. Dans de nombreuses régions ce sont les missionnaires chrétiens qui apportent leur aide. (PNA au niveau national, 2008).*

Selon l'UNICEF, l'espérance de vie moyenne à la naissance en RDC est de 46 ans (2006). Le taux de mortalité infantile des enfants de moins de 5 ans est de 205 pour 1000 (2006) Ce pourcentage n'a pas changé depuis 1990 et ne s'est pas amélioré. Le taux d'accès à l'eau potable est de 46% pour l'ensemble de la population, 82% pour les zones urbaines et 29% pour les zones rurales (2004), ce qui montre une grande disparité entre les deux zones. Le faible taux d'accès enregistré dans les zones rurales est la cause des maladies hydriques (PNA au niveau national, 2008). Les problèmes d'alimentation liés à une mauvaise nutrition sont aussi sérieux, ce qui fait que le taux de naissances à faible poids a atteint 12% entre 1999 et 2006 (UNICEF, 2008).

Le problème du VIH/SIDA est également sérieux. A la fin de l'année 2005, le taux d'infection de la population des 15-49 ans était estimé à 3,2%, et le nombre de patients atteints de la maladie à 1 million de personnes (UNICEF, 2008). Dans les 6 mois qui ont précédé février 2008, les administrations sanitaires ont été confrontées à des épidémies d'Ébola et de choléra dans la province de Katanga et dans la partie orientale. (PNA niveau national (2008).

Ces indicateurs sociaux sont parmi les plus bas des pays d'Afrique Sub-saharienne qui accusent le plus grand retard en matière d'infrastructure sociales. Selon le classement IDH du PNUD, sur les 177 pays du classement, le pays se situe à la 168<sup>ème</sup> place pour son indice de développement humain (2007-2008). C'est un des plus faibles des pays de la région, l'Angola se situant à la 162<sup>ème</sup> place, le Burundi à la 167<sup>ème</sup> place, le Rwanda à la 161<sup>ème</sup> place (PNUD, 2008).

Le taux de pauvreté nationale est de 71,3%. Comme susmentionné pour le taux d'accès à l'eau potable, il y a de grandes disparités entre la zone urbaine et la zone rurale, le taux de pauvreté enregistré étant plus élevé (75,7%) dans la zone rurale que dans la zone urbaine (61,5%). Des disparités importantes s'observent également entre les provinces, le taux de pauvreté étant très élevé dans la province équatoriale (93,6%), la province de Bandundu (89,1%), et la province du Sud-Kivu (84,7%), et plus bas à Kinshasa (42%) (PNA au niveau national). Ceci constitue un des facteurs principaux d'exode des zones rurales vers les zones urbaines.

## (2) Situation Economique

Le conflit qui a débuté en 1998 a fait baisser la productivité de la RDC et chuter le revenu national de façon drastique. Par ailleurs la dette extérieure a augmenté et plus de trois millions et demi de personnes sont mortes de maladie, de violence ou de faim. Les entreprises étrangères ont réduit leurs activités du fait de la situation incertaine créée par le conflit, du manque d'infrastructures, et de l'environnement difficile des affaires.

Toutefois, après la conclusion de l'Accord de Pretoria en 2002, la plupart des forces belligérantes ont entamé leur retrait vers la fin de la même année, ce qui a permis à la RDC de se remettre petit à petit de près de 20 années de récession économique. Tout d'abord, le gouvernement intérimaire de l'époque a rétabli les relations avec ses bailleurs de fonds et les instances économiques internationales. Par ailleurs, le Président Kabila a entamé des réformes, nonobstant la réduction des activités du FMI dont le budget prévisionnel était dépassé depuis la fin 2006. En conséquence, un grand nombre d'activités économiques ont repris, qui n'ont pas été prises en compte dans les statistiques du PIB, car la plupart d'entre elles concernaient plutôt le secteur informel. En même temps, le PIB a été boosté par la réforme du secteur minier, secteur qui assure le plus gros des exportations du pays et qui contribue pour une grande part également à l'économie de Kinshasa.

Le gouvernement a entamé une réforme de l'ordre public, malgré des problèmes à résoudre à long terme tels que l'aménagement des lois, la corruption ou une politique gouvernementale encore confuse. Comme certaines améliorations ont été observées, les recettes publiques devraient augmenter, les pays tiers et les bailleurs de fonds devraient apporter leur soutien financier, ce qui devrait stimuler les investissements directs de l'étranger en RDC. (CIA, 2008).

## (3) Situation de Conflits

La RDC a connu deux guerres civiles dans les années 1990. Après la guerre froide, le Zaïre a rompu ses relations avec les Etats-Unis d'Amérique. Le pays voisin du Rwanda en a profité pour envahir la RDC afin d'y exterminer les milices extrémistes Hutus. Ensuite, les forces anti-Mobutu ont pris le contrôle de la capitale et M. Laurent Désiré KABILA se placer à la tête du pays. Le pays a alors changé de nom pour devenir la République Démocratique du Congo (1ère guerre civile de RDC). Mais ensuite, le fossé entre le groupe du Président Kabila et le groupe de ses anciens compagnons d'armes s'est creusé, et la guerre a repris entre d'un côté les pro-Kabila et de l'autre les anti-Kabila. Le groupe anti-Kabila était soutenu par le Rwanda et l'Ouganda, tandis que le groupe pro-Kabila était soutenu par l'Angola, la Namibie et le Zimbabwe (2<sup>ème</sup> guerre civile de RDC (1998)) (BBC, 2008)

Après l'Accord de paix de Pretoria conclu en 2002, un gouvernement intérimaire a été mis en place. En décembre 2005 a été réalisé un sondage pour une nouvelle constitution, qui est entrée en vigueur en février 2006. Les élections présidentielles et législatives ont suivi en juillet 2006, et l'actuel Président Joseph Kabila a été élu (PNA au niveau national, 2008).

Toutefois, le dernier candidat en lice aux élections présidentielles, M.Bemba, ayant contesté les résultats des élections, les hostilités ont repris à Kinshasa en mars 2007. La situation est toujours tendue avec des assauts armés répétés contre l'armée nationale (PNA au niveau national, 2008). Après l'accord de paix de Pretoria la région orientale de la RDC est restée calme, mais en avril 2008, des combats entre les milices hutus du Rwanda et l'armée nationale ont provoqué le déplacement de milliers de personnes (BBC, 2008). Par ailleurs, dans la région orientale de RDC des rebelles militaires dirigés par le commandant Laurent Nkunda ont repris les conflits avec l'armée nationale. La communauté internationale œuvre pour un cessez-le-feu et a entamé des médiations de paix.

### 2.1.3 Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural

La séparation du ministère de l'Agriculture et du Développement rural en deux ministères distincts est une des innovations du nouveau gouvernement entériné le 27/10/2008. La formation des deux ministères est indiquée à l'Annexe 2.2 et 2.3.

## 2.2 Aperçu de la Province du Bas-Congo et du district de Cataractes

### 2.2.1 Situation socio-économique de la Province, conflits

La Province du Bas-Congo occupe une superficie de 53 000 km<sup>2</sup> (2,3 % du territoire national) pour une population de 2 833 168 habitants (estimations), ce qui donne une densité de population de 53 habitants au km<sup>2</sup>. 64 % de la population vit en milieu rural contre 36,0 % en milieu urbain. La population de cette province vit dans une pauvreté extrême avec un revenu de 0,39 \$US par personne et par jour.

Cette province est connue pour refuser rarement ceux qui viennent d'ailleurs. L'ethnie Kongo est l'ethnie dominante de la province, avec trois tribus : la tribu des Bayombe (district du Bas-fleuve), la tribu des Bandibu (district des Cataractes) et la tribu des Bantandu (district de Lukaya). Un grand nombre d'ethnies cohabitent dans le district, notamment les Bawoyos (territoire de Muanda), les Besingombe (une partie du district des Cataractes).

### 2.2.2 Division administrative et administration territoriale

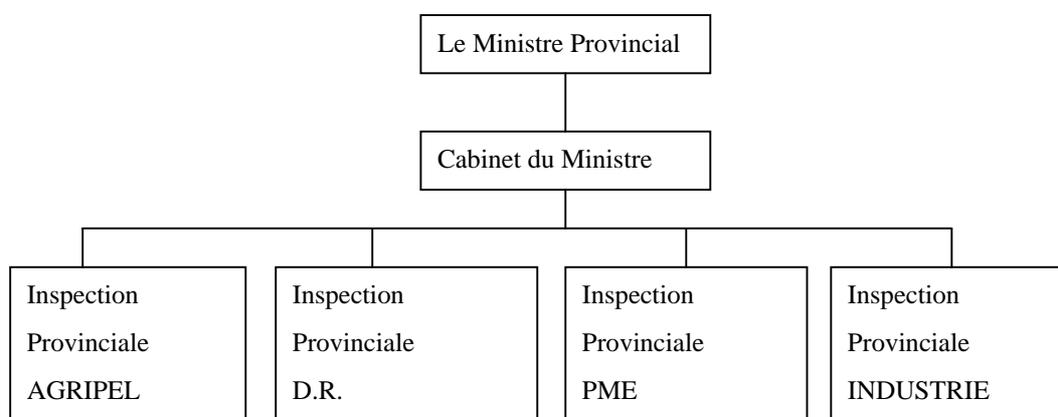
La province du Bas-Congo se divise en :

3 districts	2 villes	10 Territoires	17 cités	
District du Bas-Fleuve Chef-lieu Tshela	Matadi	Lukala	Kasangulu	Kimpese
District des Cataractes : Chef-lieu Mbanza-Ngungu	Boma	Tshela	Madimba	Lukala
District de Lukaya : Chef-lieu Inkisi		Seke-Banza	Kintanu	Muanda
		Mbanza-Ngungu	Mbanza-Ngungu	Lukala
		Luozi	Songololo	Tshela
		Songololo	Luozi	Inga
		Madimba	Seke-Banza	Kwilu-Ngongo
		Kasangulu	Kinzau-Mvuetete	Kimvula
		Kimvula	Nsioni	
		Muanda		

Elle compte en outre 55 secteurs, 366 groupements et 6 entités autonomes ou communes (3 pour

Boma et 3 pour Matadi). La structure administrative de la province comprend deux types d'administration. D'une part, l'administration provinciale constituée des sous directions des services du gouvernement central, d'autre part, l'administration territoriale comprenant les entités administratives décentralisées (villes et territoires) et les entités locales autonomes (districts, communes, cités, secteurs, groupements).

Le Ministère du Développement Rural, en charge de l'exécution de cette étude, est au niveau national l'organe d'orientation politique et stratégique de toutes les activités. L'administration centrale est assurée par le Secrétariat Général représenté en Province par les Inspecteurs Provinciaux qui travaillent sous le Ministère provincial de l'Agriculture, Développement rural, Pêche, Elevage, PME du Bas-Congo. La structure organique de ce ministère provincial est la suivante :



**Figure 2.1 Organigramme du Ministère provincial de l'Agriculture, du développement rural, de la pêche, de l'élevage et des PME**

### 2.2.3 Politique de développement communautaire

Afin de mieux réaliser sa mission, le secrétariat général au développement rural dispose de services normatifs et spécialisés. Les directions de ces services normatifs et spécialisés sont représentées en province par des bureaux normatifs qui épaulent l'inspecteur provincial dans la réalisation de ses activités.

Le bureau du développement communautaire, sous la tutelle de l'inspecteur du développement rural, est chargé de promouvoir l'autonomie et l'autosuffisance de la société rurale avec ses ONG de développement, ses initiatives locales de développement, ses coopératives diverses, ses organisations paysannes et ses mutuelles de développement.

Les activités de développement communautaire sont exécutées sur le terrain en partenariat avec les populations concernées par les coordinations provinciales elles aussi sous la tutelle de l'inspecteur du développement rural. Par exemple, la coordination provinciale des voies de desserte agricole (DVDA) s'occupe des aménagements et réhabilitations des voies de desserte agricole telles que l'axe Kiluaka que cette étude prévoit de réhabiliter. Dans la province, le développement communautaire est très lent, faute de moyens financiers et logistiques pouvant permettre de mener des actions

communautaires sur le terrain.

#### **2.2.4 Réfugiés angolais**

La guerre civile en Angola a drainé des flux de réfugiés en RDC. En 1961, trois forces antagonistes luttèrent pour l'indépendance de l'Angola, le MPLA (Mouvement populaire pour la libération de l'Angola-partie du travail), le FNLA (Front national de libération de l'Angola) et l'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola). Elles sont entrées en guerre après l'indépendance en 1975. La guerre civile s'est intensifiée après la capitulation du FNLA en 1984 jusqu'à l'assassinat de Jonas Savimbi, chef de l'UNITA, en 2002. A chaque nouvel assaut important, les réfugiés ont fui vers les pays voisins, dont la RDC. Le flux s'est notamment intensifié dans les années 90.

A partir des années 90, le HCR des Nations Unies a installé des camps de réfugiés. En 2003, les Angolais vivant en dehors des camps ont dû eux aussi se faire enregistrer comme réfugiés. Ainsi 120 000 personnes ont été enregistrées, dont certaines vivaient dans la région depuis longtemps et étaient bien intégrés. Leur situation était donc différente de celle des réfugiés des années 90.

Quoi qu'il en soit, près de la moitié des personnes enregistrées ont manifesté le désir de rentrer en Angola, l'autre moitié souhaitant rester en RDC. Entre 2003 et 2006 le HCR a instauré une aide au rapatriement pour la moitié de ceux qui désiraient revenir en Angola. La quasi-totalité d'entre eux a été rapatriée, les autres sont restés en RDC de leur plein gré. Pourtant, pour répondre au souhait du gouvernement angolais, le HCR planifie une autre opération d'aide au rapatriement avec prime de retour.

Dans la province du Bas-Congo, l'afflux de réfugiés angolais a eu lieu en 1961, 1972 et 1992 (UNHCR, 2006). Comme mentionné ci-dessus, les réfugiés logés dans les camps sont surtout des réfugiés des années 90, mais les camps comptent également quelques réfugiés des périodes précédentes.

## **Chapitre 3 Zone d'intervention**

### **3.1 Situation socio-économique**

#### **3.1.1 Organisation administrative**

La zone d'intervention de la présente étude est située dans le Secteur de Kimpese. Le chef de Secteur est le cadre territorial qui administre le Secteur. Son bureau est constitué par:

Un secrétaire chargé du personnel et du courrier administratif

Un commis d'état-civil principal chargé de collecter les statistiques démographiques (naissances, décès, mariages, etc.) et qui travaille en coordination avec le service d'état civil de chaque secteur.

Receveur comptable qui gère le budget et les comptes (recettes, dépenses).

9 services techniques et de 3 services spécialisés.<sup>1</sup>

Chaque chef de service technique ou spécialisé dispose d'agents qui l'aident à réunir les données ou à faire le travail sur toute l'étendue du Secteur. Le Secteur est subdivisé en groupements. Le chef de groupement s'occupe de l'administration coutumière dans le rayon qui lui est attribué. Par ailleurs, l'agglomération est un centre de plus de 1000 personnes, où est installé un bureau auxiliaire d'état civil associant les villages environnants qui sont sous la supervision du chef d'agglomération. Le chef d'agglomération s'occupe du recensement de la population dans son rayon et d'autres tâches que lui a confiées le bureau principal; il traite aussi les différends entre les personnes placées sous sa direction.

Le village est dirigé par le Duc qui représente l'Etat avec un comité du village composé de:

- Ayant droit foncier
- Duki (chef de village)
- Secrétaire
- Membres ou Conseillers
- Ménage: composé du père, de la mère et des enfants; le père est le chef de ménage mais il arrive des fois qu'une veuve devienne chef de ménage si elle ne se remarie pas.

#### **3.1.2 Situation socio-économique**

Plus de 90% de la population du Secteur de Kimpese vit de l'agriculture et de l'élevage, qui bénéficient du passage de la voie ferrée et de la Nationale 1. Les infrastructures de base du secteur (les établissements scolaires, les maisons de santé, routes et ponts), mal entretenues sont très dégradées : Le taux de chômage est très élevé. Nous avons identifié quelques organisations paysannes d'entraide

---

<sup>1</sup> Les 9 services techniques sont 1) Agriculture – Elevage, 2) Développement Rural, 3) Environnement, 4) Hygiène, 5) IPMEA, 6) Cultures et Arts, 7) Sports et Loisirs, 8) Tourisme, 9) Transport et communication. Les 3 services spécialisés sont 1) la police, 2) l'ANR et 3) la DGM9

mutuelle qui sont actives dans les travaux de groupes ou les problèmes sociaux, mais les centres commerciaux ou maisons de commerce sont quasi inexistantes dans le secteur de Kimpese. L'accès à l'eau potable est un problème qui se pose dans la majorité des villages du secteur. Vu la modicité des revenus paysans, l'accès aux établissements scolaires et aux soins de santé est problématique. En moyenne 40% des enfants ne terminent pas l'année scolaire du fait qu'ils ne peuvent pas régler les frais scolaires et 70% des enfants meurent à cause du manque d'argent pour les soins médicaux.

#### (1) Situation sociale

Sur le plan social, la situation de la population du Bas-Congo est extrêmement dégradée, notamment :

##### 1) Sur le plan de la santé

- Faible couverture des soins de santé en milieu rural.
- Forte augmentation des maladies dites de pauvreté telles que le SIDA (6,2 % en 2005), le paludisme et la tuberculose).
- Résurgence de certaines maladies telles que la méningite, la diarrhée sanglante et simple.
- Présence de certaines maladies endémiques comme la rougeole.
- Détérioration des infrastructures sanitaires et leur sous équipement surtout en milieu rural.

##### 2) Sur le plan de l'éducation

- Délabrement très prononcé des infrastructures scolaires
- Sous équipement total des dites infrastructures
- Très faible scolarisation des filles (45,00% au primaire ; 37,90% au secondaire et 24,70% au niveau supérieur et universitaire).

##### 3) Sur le plan des infrastructures routières

- Réseau des voies de desserte agricole complètement détérioré (13.474 km).
- Détérioration très avancée des routes provinciales prioritaires et secondaires (1760 km).
- Routes d'intérêt national praticables sauf sur les 138 km du tronçon Boma-Muanda.

##### 4) Sur le plan de l'eau potable

- Très faible desserte en eau potable soit 33% en milieu urbain et 15% en milieu rural.
- Apparition des maladies d'origine hydrique dont : la Poliomyélite, la fièvre typhoïde, la Verminose, etc.

##### 5) Sur le plan énergétique

- Très faible couverture en énergie électrique (soit 0,82%), alors que la Province du Bas-Congo en est la plus grande productrice Nationale et Africaine.

##### 6) Sur le plan foncier

- Existence des conflits fonciers, surtout dans le District de Cataractes.

## (2) Situation économique

La Province du Bas-Congo dispose d'énormes potentialités économiques pour la plupart sous exploitées :

- D'immenses étendues de terres fertiles très peu exploitées en partie utilisées comme pâturages.
- La présence des minerais non exploités (pétrole, diamant, etc.).
- Un réseau hydrographique très dense.
- Un climat tropical très favorable à l'agriculture et à l'élevage (saison pluvieuse et saison sèche humide).

### 1) Sur le plan industriel

L'activité industrielle est dominée par les industries agroalimentaires, la production de matériaux de construction, l'exploitation pétrolière et l'énergie hydroélectrique, soit 253 unités, à savoir:

- Unités agro-industriels:	17	- Unités pour industrie pétrolière:	1
(la majorité en veilleuse)		- Unités pour industrie énergétique:	17
- Unités d'industries alimentaires:	18	- Unités pour l'hôtellerie:	157
- Unités de matériaux de construction:	10	- Unité pour l'industrie de service:	44
- Unités pour industrie manufacturière:	16	- Unités pour l'industrie pharmaceutique:	1

### 2) Sur le plan touristique

Plusieurs sites touristiques capables de produire un pourcentage considérable des recettes de l'Etat, mais très mal entretenus dont nous citerons:

- Le baobab historique de Stanley: à Boma
- Les différentes grottes: à Mbanza-Ngungu, à Kimpese, etc.
- La côte atlantique: à Muanda
- Le site Belvédère: à Matadi
- Le monument au porteur: à Matadi
- Le pic ambien: à Matadi
- Le barrage d'Inga: à Seke-Banza
- etc.

### 3) Sur le plan maritime

La Province du Bas-Congo dispose de deux ports fluviaux internationaux à Matadi et à Boma pour servir tout le pays en matière d'importation et d'exportation.

### (3) Les contraintes socio-économiques

L'agriculture constitue la principale activité pour l'immense majorité de la population du Bas-Congo et lui fournit la quasi-totalité de la ration alimentaire consommée. Cependant, la production agricole et animale, un des facteurs déterminants de la réduction de la pauvreté, accuse dans le Bas-Congo un déficit important. Les contraintes auxquelles le sous-secteur de l'agriculture fait face sont respectivement d'ordre socioculturel, socio-économique et sociopolitique. Les contraintes socio-économiques, qui sont des trois facteurs le plus importants, sont synthétisées ci-après.

- Insuffisance et vieillissement des encadreurs techniques
- Faible bonification des superficies exploitées par les paysans (agriculture extensive)
- Faible degré de mécanisation agricole
- Usage de matériels rudimentaires et insuffisance des intrants agricoles
- Non accessibilité des paysans agriculteurs au crédit
- Maladies (zones sanitaires et phytosanitaires)
- Insuffisance de l'encadrement des paysans agriculteurs (diminution du nombre d'encadreurs)
- Incitation aux récoltes précoces notamment à cause des risques de vol
- Mauvais état des routes de desserte
- Prix non rémunérateurs aux producteurs (termes de l'échange ville/campagne défavorables)
- Insécurité sanitaire du paysan
- Désarticulation des circuits de commercialisation
- Insuffisance d'appui à la recherche agronomique
- Abandon des cultures à cycle végétatif long au profit des cultures à cycle végétatif court
- Manque de données statistiques
- Faible implication de l'homme dans la production agricole dans certains milieux ruraux
- Absence d'évaluation de l'apport de la femme dans la production

#### **3.1.3 Propriété foncière**

##### (1) Système foncier

La base du système foncier repose sur la loi BAKAJIKA de 1967 et la loi du régime foncier de 1973. La première abolit toutes les formes de propriété privée de la terre, et affirme que l'État détient " tous les droits de propriété sur l'ensemble des terres, y compris jusqu'à 20 km au dessous du sol, les forêts, les mines sur toute l'étendue du territoire ». La deuxième permet la possession de certains types de «concessions privées permanentes», et reconnaît également les lois traditionnelles qui permettent des droits d'usage sur les «terres non-allouées dans les zones rurales». Les utilisateurs des terres sont considérés détenir des droits d'usufruit par ces lois basées sur le système foncier traditionnel.

Dans ces lois foncières, les terres sont classées en terres publiques et terres privées.

Terres publiques : ce sont les terres à usage public ou réservées au travail dont l'usufruit ne peut être ni vendu ni transféré aussi longtemps que le changement n'est pas admis par la loi.

ex.: Terrain d'école primaire, aéroport, hôpital, et marché, etc.

Terres privées : Toutes les terres privées sont divisées en partie urbaine et partie rurale, sauf les terres publiques mentionnées ci-dessus.

Pour les terres de la partie urbaine, on entend la terre à l'intérieur d'un territoire déclaré zone urbaine par la loi, et les autres terres sont considérées comme zone rurale. Le transfert et la subdivision du droit d'usufruit des terres privées à une société ou un individu sont permis.

En outre, les terres privées sont classées en cinq catégories en fonction de l'usage.

- a) Zone résidentielle
- b) Zone commerciale
- c) Zone industrielle
- d) Zone agricole
- e) Zone d'élevage

L'usufruit de terres privées peut être acquis par le paiement de la taxe d'usufruit et de l'impôt. En outre, le gouvernement permet aux sociétés ou aux individus d'acquérir l'usufruit de la terre, quelle que soit la nationalité.

Un demandeur doit négocier avec le propriétaire d'usufruit pour acquérir le droit d'usufruit. Le contrat est conclu après l'accord des deux parties et après que l'administration locale ait prouvé la légalité du contrat. Suite à la conclusion du contrat, le demandeur paie au propriétaire en nature telle que animaux domestiques, etc. ou en espèce pour un montant correspondant au coût de l'usufruit. Après cela, les autorités foncières enquêtent sur les terres concernées. L'autorisation de la préfecture ou de la province administrative est nécessaire pour de plus grandes terres. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire a l'autorité de signature sur les terres qui dépassent 1000 hectares.

Eventuellement, la délimitation entre les terres est définie, et est enregistrée comme un terrain privé qui appartient à une société ou un individu pour une durée limite de 5 à 25 ans ou 30 ans. Ce droit peut être prolongé.

## (2) Forme de propriété foncière

Les territoires villageois sont très dispersés dans la Province du Bas-Congo, ce qui crée une mosaïque compliquée de terres. En outre, des droits multiples existent sur les terres ainsi que plusieurs formes de propriété foncière traditionnelles similaires à d'autres régions d'Afrique. Le chef de Lignage (sang, ou clan) ou le Lignage détient les droits de gestion de la terre. Comme les villages sont principalement basés sur le Lignage, on peut dire que la terre est la propriété de chaque village. La

raison de la dispersion des territoires ou des mosaïques compliquées qui en découlent repose sur ce qui suit.

Premièrement, les villages ont des enclaves qui constituent des lieux secrètement gardés où sont mis les biens précieux et les animaux domestiques.

Deuxièmement, les villages sont restés morcelés. Quand un village existe sur la base d'un lignage et que le nombre de personnes augmente, il peut y avoir une limitation économique pour maintenir l'unité du village, ou une limitation sociale causée par le relâchement de la parenté. En conséquence, il est inévitable de morceler le village. Ainsi, le territoire villageois a été éclaté à plusieurs reprises.

Troisièmement, les croyances traditionnelles des villageois sur la terre influent sur la forme actuelle du territoire. Dans la Province du Bas-Congo, les gens doivent garder toute terre héritée de leurs ancêtres et ne jamais l'abandonner. En conséquence, ils ont la claire reconnaissance du droit sur leurs terres même si ils ne les utilisent pas.

### (3) Pression extérieure sur la terre pendant la période coloniale

Par ailleurs, en plus de la situation mentionnée ci-dessus, des pressions physiques extérieures se sont exercées sur les terres au cours de la période coloniale dans le Bas-Congo. Tout d'abord, il y'a eu privation des droits de terre pour implanter l'élevage européen. Les colons européens ont positivement géré l'élevage par la nécessité de couvrir leurs propres besoins de consommation quand ils ont immigré, et l'élevage du bétail s'est concentré sur la Province du Bas-Congo. Par conséquent, l'augmentation de la superficie des ranchs que les européens géraient a diminué d'autant la superficie des terres que les populations locales pouvaient utiliser.

Deuxièmement, il y'a eu les déplacements de villages par l'administration ou pour des raisons économiques. Certains ont été déplacés par le gouvernement colonial sur des lieux situés le long de la route pour des raisons administratives. D'autres se sont déplacés volontairement afin de vendre leurs produits agricoles à des prix élevés dans le voisinage d'un chemin de fer et d'une route principale pour l'acheminement vers la ville.

Troisièmement, il y'a eu l'expansion des terres cultivées en fonction de la commercialisation des produits agricoles. Les besoins en produits de commercialisation ont rapidement augmenté avec la colonisation et la croissance de la ville dans la Province du Bas-Congo. Cela a provoqué une augmentation du prix de vente des denrées alimentaires. En conséquence, la production a été stimulée et a provoqué l'expansion de la superficie cultivée.

### (4) Différends concernant la terre et son influence

Sur la base des considérations énoncées ci-dessus la limitation des terres a causé une certaine tension.

Toutefois, la majorité des conflits fonciers découle du manque d'informations concernant la procédure d'acquisition de terres. Souvent, les gens ne sont pas suffisamment informés sur la loi BAKAJIKA et ils croient toujours qu'ils peuvent hériter leurs terres ancestrales sur la base du droit traditionnel. En conséquence, aussitôt que l'occupant quitte ou meurt, les gens pensent qu'ils peuvent récupérer les terres sans aucune formalité que ce soit. Par conséquent, lorsque l'État alloue des concessions à de nouveaux propriétaires, il y'a conflit entre les villageois et les personnes qui ont nouvellement acquis l'usufruit.

Ces différends sur la terre sont des facteurs d'obstruction au développement de la société, de l'économie, de la culture et de la communauté rurale. Par exemple, on a pu observer ce qui suit.

- Afflux de villageois qui ont perdu des terres vers la ville et, en conséquence, le dépeuplement des villages.
- Le déplacement de villages ou la disparition complète de ceux-ci.
- Création de "villages satellites" issus des différends sur la terre. En conséquence, un climat social instable apparaît dans la zone rurale.
- Difficulté d'application de principes d'action modernes concernant l'environnement naturel et la gestion des terres.

Dans la forme traditionnelle de propriété foncière dans la Province Bas-Congo, les territoires villageois se sont dispersés sous forme de mosaïques. En outre, la privation des terres par les colons européens, la délocalisation des villages, et les pressions telles que l'expansion des terres cultivées ont eu lieu pendant la période coloniale. Par ailleurs, les différends concernant les terres se produisent fréquemment car la loi foncière n'a pas bien informé la population, ce qui constitue un facteur d'entrave au développement de la région.

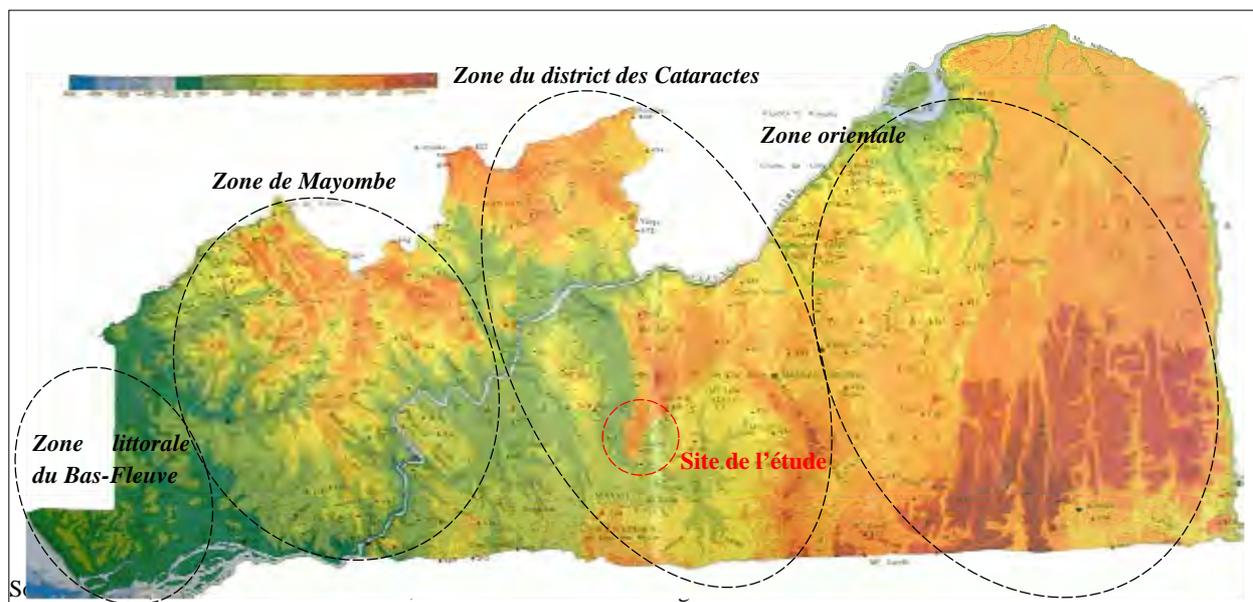
## **3.2 Conditions naturelles**

### **3.2.1 Topographie**

Le Bas-Congo s'étend depuis la chute de Kintambo située près de Kinshasa, sur le bassin fluviale du Congo en aval jusqu'à l'Atlantique. La Province du Bas-Congo du point de vue topographique peut être divisée en quatre zones: zone littorale du District de Bas-Fleuve, zone de Mayombe, zone du District des Cataractes et zone Est, chacune étant caractérisée par de différentes particularités topographiques, de suites des mouvements géologiques du passé, de diverses formations rocheuses et du Fleuve Congo.

- La zone littorale du Bas-Fleuve

La zone littorale du Bas-Fleuve, seule façade maritime du Congo, est située entre l'Angola et la Cabinda, réduite à une trentaine de kilomètre d'une côte basse inhospitalière, formée de plaines marécageuses, encadrant la falaise du bas plateau de Moanda (25-30m). Vers l'intérieur après le plateau de Yema (70m), s'étend le vaste plateau de Tchikay (115 à 165 m) relayé par le plateau des Bakongo (180 m au Sud-Ouest et 265 m au Nord-Est). Les plateaux sableux étagés se terminent au Sud par la zone d'estuaires du fleuve, après Boma avec de nombreuses îles sableuses marécageuses et basses occupées par la mangrove. Au Nord et vers la frontière cabindaïse, le relief plus confus est constitué de collines bien marquées et forment des vallées encaissées.



**Figure 3.1 Topographie de la Province du Bas-Congo**

- La zone du District des Cataractes

La région des Cataractes ou région centrale est caractérisée par un relief plus calme, plus homogène de plateaux et de collines. Les terrains schisto-gréseux constituent des plateaux séparés en 2 parties par le profond sillon du fleuve marqué par 30 chutes sur 132 km entre Kintambo et Manyanga. Au Nord, s'étend le plateau de Manianga culmine à 825 m au Mont Kinzoye. Au Sud du fleuve, s'étend la chaîne du Bangu. Au pied des plateaux du Bangu et de Manyanga, s'étend une dépression schisto calcaire étendue vers le paysage d'Inkisi où elle est traversée en diagonale par la crête de Mbanza-Ngungu orientée Sud-Est et Nord-Ouest et qui constitue la ligne de partage des eaux entre le bassin du Kwilu et celui de l'Inkisi. La zone d'intervention étant située dans cette zone. Son relief peut être divisé en plateaux/collines, lit majeur, éventail alluvial. La cote des environs de Kimpese est de l'ordre de 250 à 400 m. Au Nord de la zone d'intervention, se trouve le plateau du Bangu (700-800m).

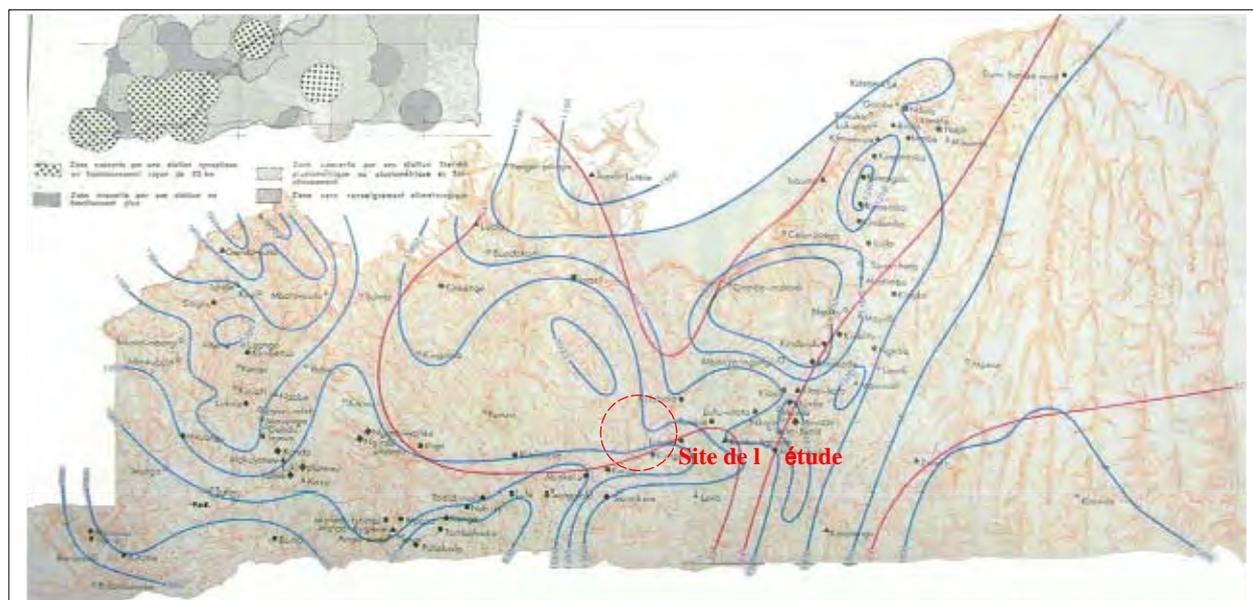
- La zone de Mayombe

A l'Est de Boma, s'étendent des paysages contrastés, accidentés et formés de collines, de hauts plateaux et de moyennes montagnes. Au Nord, le Mayombe est une région particulièrement originale par son relief accidenté: pays de hautes collines donnant l'impression de pays montagneux en raison de l'encaissement du réseau hydrographique touffu et vigoureux dans des vallées aux pentes raides. La zone de Maduda au Nord-Est de Tshela est caractérisée par de véritables contreforts montagneux: Monts Maduda, Madiakoko, Masisa, Koromazo, etc. (600 à 750 m) orientés selon un axe structural: Nord-Nord-Ouest et Sud-Sud-Est. Vers l'Est, des lambeaux de pénéplaines bien conservées forment un paysage de hauts plateaux tabulaires se raccordant au Manyanga. Au Sud du Mayombeno, s'étendent le plateau de Seke Banza puis les Monts de Bangu (signifiant Cristal en Kikongo) caractéristiques des paysages tourmentés de Matadi. Cette chaîne de montagnes se forme de roches métamorphiques plissées et de massifs granitiques. La dénivellation entre Cataracte Sud et le port de Matadi est très importante, soit 170 m. On compte 23 chutes et rapides sur 81 km.

- La zone Orientale

Dans cette zone, s'étendent les plateaux plats depuis la partie Est aux environs d'Inkisi où le fleuve Kwango parcourt. A l'Est, les plateaux de Bateke (1000 m) s'étendent vers le Sud jusqu'à la frontière de l'Angola. Au côté de l'Ouest, on trouve les collines calcaires qui s'étendent au Sud (750 m) et au Nord (650 m), et le réseau hydrographique touffu coincé entre les précipices (50 à 100 m). Un canal étroit et un fossé profond parcourent entre Black River et Maluku au-delà du Fleuve Congo au Nord.

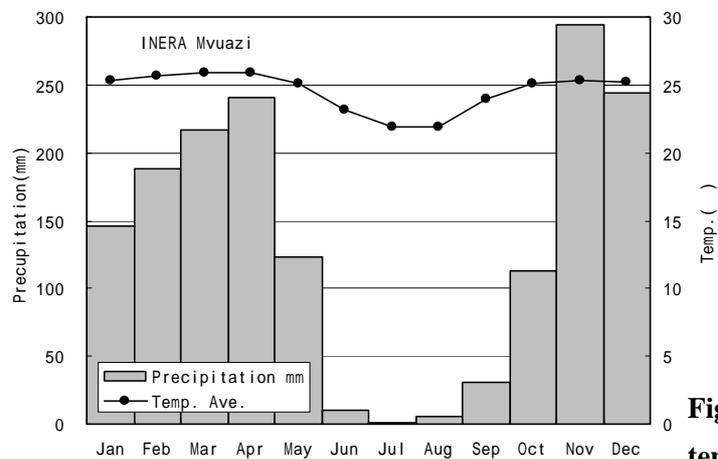
### 3.2.2 Météorologie



Source: Climat, ATLAS DU BAS ZAIRE, Bureau d'Etudes d'Aménagements Urbains

**Figure 3.2 Précipitations et températures de la Province du Bas-Congo**

Le climat du Bas-Congo est divisé en deux types: saison sèche de mi-mai à fin septembre (Aw: saison de savane selon le système de classification des climats de Köppen) et saison des pluies de début octobre à début mai. La saison des pluies est souvent interrompue par une petite saison sèche entre janvier et février.

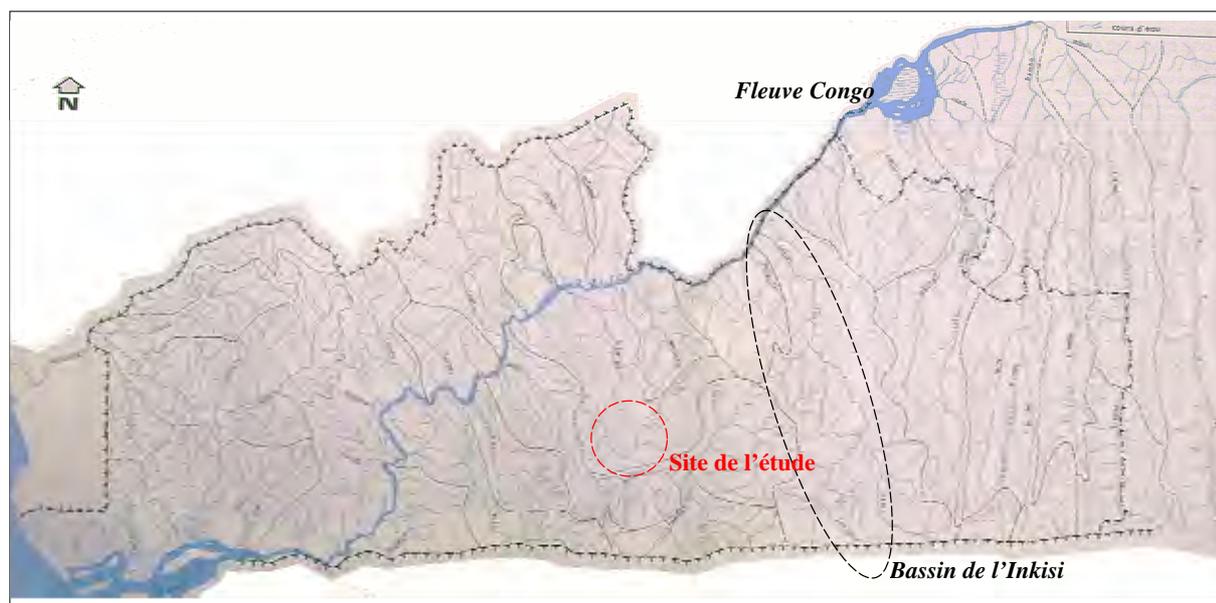


**Figure 3.3** Précipitations mensuelles et températures moyennes (Mvuazi INERA)

La précipitation moyenne annuelle sur ces 20 dernières années est de 1614,2 mm (Mvuazi, INERA). Les pluies sont, pour 94 à 99%, concentrées sur la saison des pluies.

La température moyenne annuelle est de 24,5°C. Celle mensuelle maximale est de 31,5 °C et enregistrée en mars. La température minimale est de 16,5 °C et se situe en juillet. D'autre part, l'humidité relative moyenne annuelle est de 77,9%.

### 3.2.3 Hydrologie



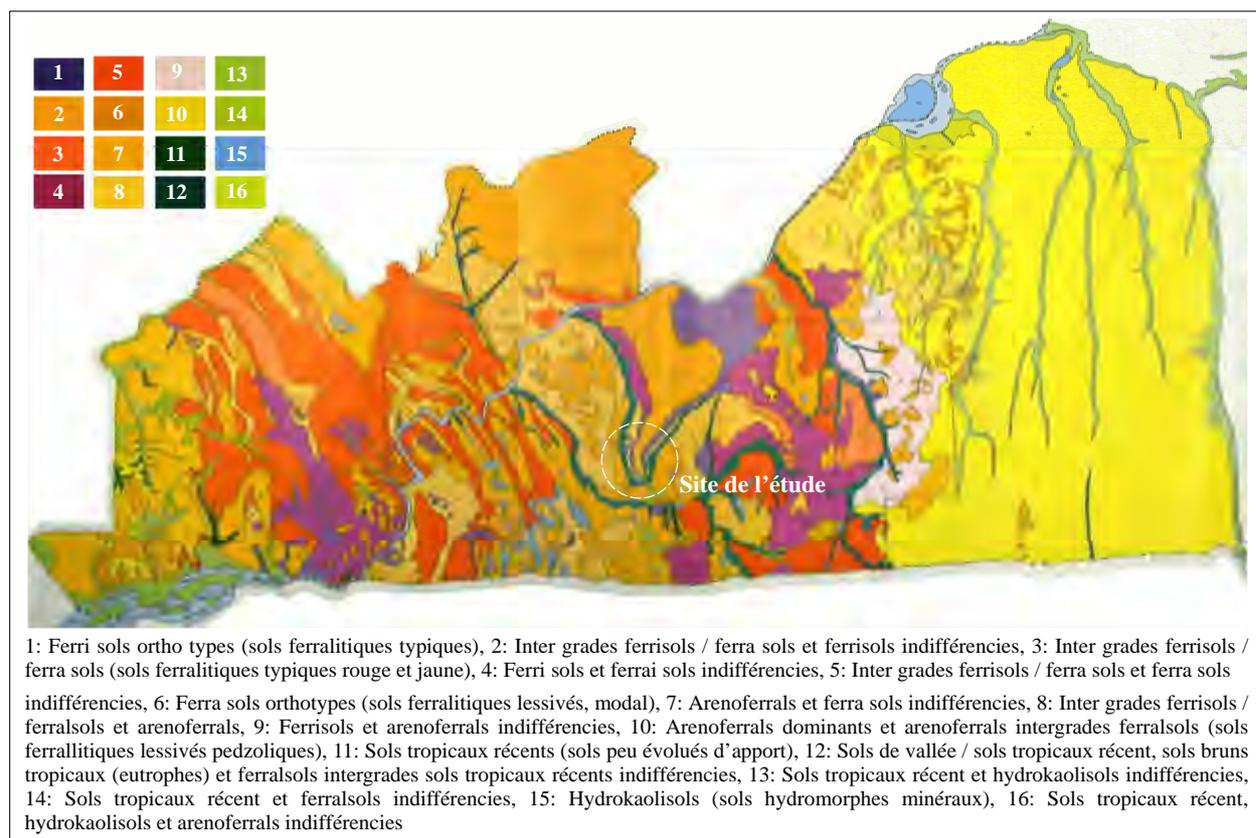
Source: Hydrographie, ATLAS DU BAS ZAIRE, Bureau d'Etudes d'Aménagements Urbains

**Figure 3.4** Bassin Hydrographie de la Province du Bas-Congo

Comme on l'a mentionné précédemment, le Fleuve Congo traverse le Bas-Congo. Le bassin fluvial compte, pour l'ensemble de ce grand fleuve, une surface de 3.684.000 km<sup>2</sup> qui est 2<sup>ème</sup> au monde après l'Amazone. Les autres fleuves qui traversent le Bas-Congo présentent leurs bassins fluviaux beaucoup plus petits que celui du Fleuve Congo. Parmi eux, le fleuve Inkisi est le plus important. Celui-ci dont l'origine se trouve en République d'Angola, forme plusieurs chutes et rapides entre Sanga et Zongo, et afflue dans le Congo.

Dans la zone d'intervention, le fleuve Lukunga parcourt le long du bas du mont Bangu du Nord-Est au Sud-Ouest, et ensuite vers le Nord-Ouest pour affluer finalement dans le Congo aux environs de Luozi. On trouve également de plusieurs affluents du fleuve Lukunga, qui croisent les deux axes de Site de Nkondo et de Kilueka faisant l'objet de la présente étude, à savoir suivant l'ordre du sens du courant, Lukala, Nlombua, Ndongua, Nkenge, Nene et Kimu. La plupart de ces affluents se dessèchent en saison sèche, mais ils sont utilisés par les populations locales pour l'eau d'irrigation, l'eau potable et d'autres eaux ménagères en saison des pluies.

### 3.2.4 Pédologie



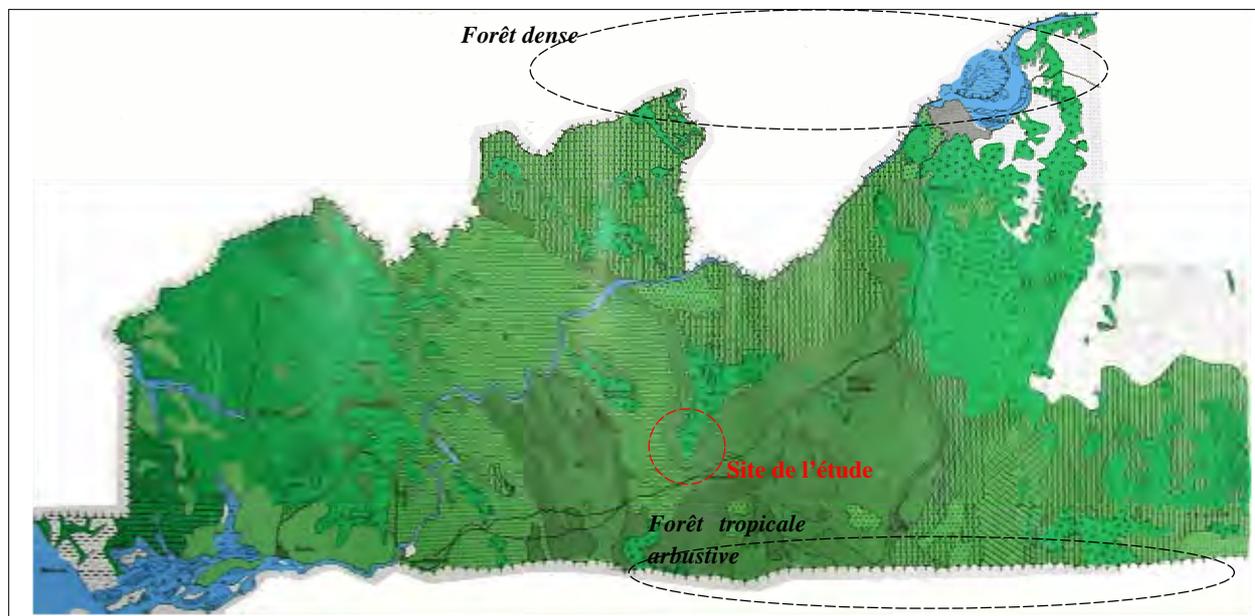
Source: Pédologie, ATLAS DU BAS ZAIRE, Bureau d'Etudes d'Aménagements Urbains

**Figure 3.5 Pédologie de la Province du Bas-Congo**

Concernant la pédologie de la Province du Bas-Congo, les terrains sont recouverts de sols tropicaux, surtout ceux de ferra sols, et de kaolinite hautement ferreux et alumineux.

Quant à la zone d'intervention, sa pédologie est divisée grosso modo en cinq: les sols du groupe ferra sols ortho types qui sont les plus dominants, les sols d'inter grades ferrisols, les sols de vallée, les sols tropicaux récents et les sols de ferra sols indifférenciés.

### 3.2.5 Couvert végétal



Source: Végétation, ATLAS DU BAS ZAIRE, Bureau d'Etudes d'Aménagements Urbains

**Figure 3.6 Végétation de la Province du Bas-Congo**

La Province du Bas-Congo est une région où dominent les savanes herbeuses plus ou moins arbustives. Ces savanes apparaissent entre les forêts denses équatoriales au Nord et les forêts claires tropicales au Sud.

La végétation de la zone d'intervention est divisée en trois types de formations: savane herbeuse, savane arbustive et forêt claire. La savane herbeuse est recouverte des herbes exubérantes, principalement celles d'hyparrhenia, d'andropogon (graminées), de sporobolus et de loudetia.